

Vive le marxisme-léninisme-maoïsme !

**RAPPORT SUR L'ACTIVITE DU COMITE
CENTRAL PRESENTE AU XVII^e CONGRES
DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHEVIK) DE
L'U.R.S.S.**

LE 26 JANVIER 1934

STALINE

**I - LA CRISE CONTINUE DU CAPITALISME MONDIAL ET
LA SITUATION EXTERIEURE DE L'UNION SOVIETIQUE**

Camarades,

Plus de trois années se sont écoulées depuis le XVI^e congrès. Ce n'est pas une période très longue. Mais, plus que toute autre, elle est riche de contenu. Je pense qu'aucune des périodes de la dernière décennie n'a été aussi riche en événements.

Dans le domaine économique, ces années furent des années de crise continue de l'économie mondiale. La crise ne s'est pas seulement étendue à l'industrie, mais aussi à l'ensemble de l'agriculture.

Elle n'a pas seulement sévi dans la sphère de la production et du commerce. Elle s'est transportée également dans la sphère des crédits et de la circulation monétaire, mettant sens dessus dessous les rapports établis entre les pays dans le domaine des crédits et des devises.

Alors qu'auparavant on discutait encore, par endroits, de la question de savoir s'il y avait ou non crise économique mondiale, aujourd'hui on n'en discute plus, l'existence de la crise et son action dévastatrice étant trop évidentes. A cette heure, la discussion porte sur un autre point : Peut-on sortir de la crise ou n'y a-t-il point d'issue ? Et s'il y en a une, comment l'utiliser ?

Dans le domaine politique, ce furent des années d'aggravation des rapports, tant entre les pays capitalistes qu'au sein de ces derniers.

La guerre entre le Japon et la Chine et l'occupation de la Mandchourie, qui ont aggravé les rapports en Extrême-Orient; la victoire du fascisme en Allemagne et le triomphe des idées de revanche, qui ont envenimé les rapports en Europe; l'abandon de la Société des Nations par le Japon et l'Allemagne, fait qui a donné une nouvelle impulsion aux armements et aux préparatifs d'une guerre impérialiste ; la défaite du fascisme en Espagne, qui indique une fois de plus que la crise révolutionnaire mûrit et que le fascisme est loin d'avoir longue vie : tels sont les principaux faits de la période écoulée.

Rien d'étonnant que le pacifisme bourgeois soit à l'article de la mort, et que les tendances au désarmement soient ouvertement et franchement remplacées par des tendances à l'armement et au réarmement.

Au milieu de ces flots déchaînés des perturbations économiques et des catastrophes politiques et militaires, l'U.R.S.S. se dresse à l'écart, tel un roc; elle poursuit son oeuvre d'édification socialiste et de lutte pour le maintien de la paix.

Si, là-bas, dans les pays capitalistes, la crise économique continue à déferler, en U.R.S.S. l'essor se poursuit aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture Si, là-bas, dans les pays capitalistes, on assiste

aux préparatifs fébriles d'une nouvelle guerre pour un nouveau partage du monde et des sphères d'influence, l'U.R.S.S. poursuit une lutte systématique et opiniâtre contre les menaces de guerre et pour la paix ; et l'on ne peut pas dire que les efforts de l'U.R.S.S., dans ce domaine, ne soient couronnés d'aucun succès.

Tel est le tableau d'ensemble de la situation internationale, à l'heure actuelle.

Passons à l'examen des données essentielles sur la situation économique et politique des pays capitalistes.

1. Le mouvement de la crise économique dans les pays capitalistes.

La crise économique actuelle dans les pays capitalistes se distingue de toutes les crises analogues, entre autres, par le fait qu'elle est la plus prolongée, qu'elle traîne en longueur.

Si, auparavant, les crises se terminaient au bout d'une ou deux années, la crise actuelle entre déjà dans sa cinquième année, en faisant d'année en année des ravages dans l'économie capitaliste dont elle absorbe la graisse amassée au cours des années précédentes. Rien d'étonnant que cette crise soit la plus pénible de toutes.

Comment expliquer ce caractère extraordinairement durable de l'actuelle crise industrielle ?

Cela s'explique, d'abord, par le fait que la crise industrielle s'est étendue à tous les pays capitalistes sans exception, rendant difficiles les manœuvres des uns aux dépens des autres.

Deuxièmement, cela s'explique par le fait que la crise industrielle s'est trouvée mêlée à la crise agraire, laquelle s'est emparée de tous les pays agraires et semi-agraires sans exception, ce qui ne pouvait

que compliquer et approfondir la crise industrielle.

Troisièmement, cela s'explique par le fait que la crise agraire s'est aggravée pendant cette période, embrassant tous les domaines de l'agriculture y compris l'élevage, et la conduisant à son déclin, jusqu'à substituer le travail manuel à la machine, le cheval au tracteur, jusqu'à réduire brusquement, et parfois abandonner complètement l'emploi des engrais chimiques, ce qui a fait encore plus traîner en longueur la crise industrielle.

Quatrièmement, cela s'explique par le fait que les cartels monopolisateurs qui règnent dans l'industrie, s'efforcent de maintenir les prix élevés des marchandises ; ce qui rend la crise particulièrement douloureuse et empêche la résorption des stocks de marchandises.

Cela s'explique enfin, et c'est l'essentiel, par le fait que la crise industrielle s'est déchaînée dans le cadre de la crise générale du capitalisme, au moment où celui-ci n'a déjà plus et ne peut plus avoir, ni dans les principaux Etats, ni dans les colonies et pays dépendants, la force et la solidité qu'il avait avant la guerre et avant la Révolution d'Octobre ; où l'industrie des pays capitalistes a hérité de la guerre impérialiste ce mal chronique — l'utilisation incomplète de la capacité de production des entreprises, ainsi que des années de millions de chômeurs, dont elle ne peut plus se défaire.

Telles sont les circonstances qui ont rendu si durable la présente crise industrielle.

Ce sont ces mêmes circonstances qui expliquent que la crise ne se soit pas limitée à la sphère de la production et du commerce, mais qu'elle ait gagné également le système de crédit, les changes, la sphère des créances, etc., brisant les rapports établis par la tradition entre les différents pays, aussi bien qu'entre les groupes sociaux de chaque pays.

Un grand rôle a été joué ici par la chute des prix des marchandises. Malgré la résistance des cartels monopolisateurs, la chute des prix s'est accentuée avec une force irrésistible, surtout en ce qui concerne les marchandises des producteurs inorganisés — paysans, artisans, petits capitalistes ; et ce n'est que graduellement et dans une proportion moindre qu'ont été frappées les marchandises des gros producteurs organisés, des capitalistes groupés dans les cartels. La chute des prix a rendu la situation des débiteurs (industriels, artisans, paysans, etc.) intenable ; par contre, celle des créanciers a été prodigieusement avantagée.

Une telle situation devait aboutir et a abouti effectivement à une faillite colossale de sociétés capitalistes et de capitalistes privés. Au cours de ces trois dernières années, des dizaines de milliers de sociétés par actions ont péri de ce fait aux Etats-Unis, en Allemagne, en Angleterre, en France.

Après la faillite des sociétés par actions est venue la dépréciation des changes qui allégea quelque peu la situation des débiteurs. Après la dépréciation des changes — le non-paiement légalisé par l'Etat des dettes tant extérieures qu'intérieures. La faillite de banques telles que la Darmstädter Bank et la Dresdner Bank en Allemagne, de la Kreditanstalt en Autriche et de consortiums tels que les consortiums Kreuger en Suède et Insull aux Etats-Unis, etc., est connue de tous.

On conçoit que ces faits, qui ébranlèrent les bases du système de crédit, devaient entraîner et ont effectivement entraîné une suspension des paiements pour les crédits et les emprunts étrangers, la suspension du paiement des dettes interalliées, la suspension des exportations de capitaux, une nouvelle réduction du commerce extérieur, une nouvelle réduction des exportations de marchandises, une lutte accentuée pour les débouchés extérieurs, une guerre commerciale entre les pays, et le dumping.

Oui, camarades, le dumping. Je ne parle pas du prétendu dumping soviétique, au sujet duquel tout récemment encore de respectables députés de respectables Parlements d'Europe et d'Amérique ont crié jusqu'à l'enrouement. Je parle du vrai dumping, de celui qui est pratiqué aujourd'hui dans presque tous les Etats «civilisés», sur quoi ces braves et respectables députés gardent raisonnablement le silence.

On conçoit aussi que ces phénomènes dévastateurs accompagnant la crise industrielle et qui se sont déroulés hors de la sphère de la production, ne pouvaient à leur tour manquer d'influencer la marche de cette crise en l'approfondissant, en l'aggravant.

Tel est le tableau d'ensemble du mouvement de la crise industrielle.

Voici quelques chiffres tirés de documents officiels et illustrant le mouvement de la crise industrielle pendant la période écoulée :

VOLUME DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(En pourcentages par rapport à 1929)

	1929	1930	1931	1932	1933
U.R.S.S.	100	129.7	161.9	184.7	201.6
Etats-Unis	100	80.7	68.1	53.8	64.9
Angleterre	100	92.4	83.8	83.8	86.1
Allemagne	100	88.3	71.7	59.8	66.8
France	100	100.7	89.2	69.1	77.4

Comme vous voyez, ce tableau parle de lui-même.

Alors que l'industrie des principaux pays capitalistes tombait d'année en année par rapport au niveau de 1929, et qu'elle n'a commencé à se remettre un peu qu'en 1933, sans toutefois atteindre, loin de là, le niveau de 1929, l'industrie de l'U.R.S.S. a progressé chaque année, marquant un processus d'ascension continue.

Alors que l'industrie des principaux pays capitalistes accuse, en moyenne, à la fin de 1933, une réduction du volume de sa production, de 25% et au delà, par rapport au niveau de 1929, l'industrie de l'U.R.S.S. a plus que doublé sa production pendant ce temps, c'est-à-dire qu'elle a augmenté de plus de 100%. (Applaudissements.)

A en juger d'après ce tableau, il peut sembler que des quatre pays capitalistes, l'Angleterre se trouve dans la situation la plus favorable. Or, ce n'est pas tout à fait exact.

Si l'on considère l'industrie de ces pays et qu'on la compare au niveau d'avant-guerre, on obtient une vue un peu différente.

Voici le tableau correspondant :

VOLUME DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(En pourcentages par rapport au niveau d'avant-guerre)

	1913	1929	1930	1931	1932	1933
U.R.S.S.	100	194.3	252.1	314.7	359.0	391.9
Etats-Unis	100	170.2	137.3	115.9	91.4	110.2
Angleterre	100	99.1	91.5	83.0	82.5	85.2
Allemagne	100	113.0	99.8	81.0	67.6	75.4
France	100	139.0	140.0	124.0	96.1	107.6

Comme vous le voyez, l'industrie de l'Angleterre et de l'Allemagne n'a toujours pas atteint le niveau d'avant-guerre, alors que les Etats-Unis et la France l'ont dépassé de quelques points. L'U.R.S.S. a élevé, augmenté pendant ce temps sa production industrielle de plus de 290% par rapport au niveau d'avant-guerre. (Applaudissements.)

Mais de ces tableaux découle encore une autre conclusion.

Alors que l'industrie des principaux pays capitalistes n'a cessé de décroître depuis 1930 et, surtout, depuis 1931, atteignant son point le plus bas en 1932, elle s'est rétablie et a commencé à se relever en 1933. Si l'on prend les chiffres mensuels de 1932 et 1933, ils confirment encore plus cette conclusion, car ils montrent que l'industrie de ces pays, malgré les oscillations de sa production au cours de 1933, n'a pas manifesté la tendance à retomber au point le plus bas, qu'elle avait atteint dans l'été de 1932.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie que l'industrie des principaux pays capitalistes est sans doute maintenant en deçà de son point le plus bas, qu'elle n'est plus revenue à ce point au cours de 1933.

Certains inclinent à attribuer ce phénomène à l'influence de facteurs exclusivement artificiels, comme la conjoncture d'inflation et de guerre. Il est hors de doute que cette conjoncture ne joue pas ici un rôle négligeable. Cela est surtout vrai pour le Japon, où ce facteur artificiel est la force principale et décisive qui détermine une certaine reprise, dans certaines branches, principalement militaires, de l'industrie.

Mais ce serait une erreur grossière que de tout expliquer par la conjoncture d'inflation et de guerre. Une telle explication est erronée, d'abord parce que certains changements que je viens de caractériser s'observent dans l'industrie, non pas accidentellement,

dans telles ou telles régions, mais dans tous les pays, industriels ou peu s'en faut, y compris les pays à devise ferme. Il est évident qu'ici, à côté de la conjoncture d'inflation et de guerre, agissent également les forces économiques intérieures du capitalisme.

Le capitalisme a pu alléger quelque peu la situation de l'industrie aux dépens des ouvriers, en accentuant leur exploitation par une intensification accrue de leur travail : aux dépens des fermiers, en appliquant une politique des prix les plus bas sur les produits de leur travail, sur les denrées et, en partie, sur les matières premières ; aux dépens des paysans des colonies et des pays économiquement faibles, en baissant encore les prix sur les produits de leur travail, principalement sur les matières premières, et, ensuite, sur les denrées alimentaires.

Est-ce à dire que nous ayons affaire à une période de transition, que la crise passe à la dépression ordinaire, qui entraînera un nouvel essor, un nouvel épanouissement de l'industrie ? Non.

En tout cas, à l'heure présente, il n'y a pas de données directes ou indirectes qui attestent une reprise imminente de l'industrie dans les pays capitalistes.

Bien plus : tout porte à croire que de telles données ne peuvent pas même exister, du moins dans un proche avenir. Elles ne peuvent exister, parce que toutes les conditions défavorables qui empêchent l'industrie des pays capitalistes de se relever un peu sérieusement, continuent d'agir. Il s'agit de la crise générale du capitalisme, qui se prolonge et au milieu de laquelle se déroule la crise économique.

Il s'agit de la sous-production chronique des entreprises ; d'un chômage massif chronique, de l'interpénétration de la crise industrielle et de la crise agricole, de l'absence de cette tendance vers un renouvellement quelque peu sérieux du capital fixe, qui annonce habituellement le début d'un essor, etc. etc.

Il est évident que nous sommes en présence d'une transition allant du point le plus bas du déclin de l'industrie, du point de la crise industrielle la plus profonde, à la dépression, mais à une dépression sortant de l'ordinaire, à une dépression d'un genre particulier, qui ne conduit pas à un essor nouveau et à l'épanouissement de l'industrie, mais ne la fait pas non plus rétrograder vers le point le plus bas de son déclin.

2. Aggravation de la situation politique dans les pays capitalistes

Cette crise économique prolongée a eu pour résultat d'aggraver comme jamais la situation politique des pays capitalistes, tant sur le plan intérieur qu'à l'échelle internationale.

L'accentuation de la lutte pour les marchés extérieurs, la suppression des derniers vestiges du commerce libre, les tarifs douaniers prohibitifs, la guerre commerciale, la guerre des changes, le dumping et beaucoup d'autres mesures analogues, affirmant un nationalisme à outrance dans la politique économique, ont aggravé à l'extrême les rapports entre pays, créé un terrain propice aux conflits militaires et mis la guerre à l'ordre du jour, comme moyen d'un nouveau partage du monde et des zones d'influence au profit des Etats plus forts.

La guerre du Japon contre la Chine, l'occupation de la Mandchourie, l'abandon de la Société des Nations par le Japon et son avance en Chine du Nord, ont encore aggravé la situation. Résultat : accentuation de la lutte pour l'océan Pacifique et accroissement des armements navals du Japon, des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France.

L'abandon de la Société des Nations par l'Allemagne et le spectre de la revanche ont imprimé une poussée nouvelle aux armements et aggravé encore la situation en Europe.

Rien d'étonnant que le pacifisme bourgeois végète aujourd'hui misérablement, et que le bavardage sur le désarmement soit remplacé par des conversations d' «affaires» sur les armements et les réarmements.

De même qu'en 1914, réapparaissent au premier plan les partis de l'impérialisme le plus agressif, partis de guerre et de revanche.

Les choses s'orientent manifestement vers une nouvelle guerre.

Le jeu de ces mêmes facteurs aggrave encore plus la situation intérieure des pays capitalistes. Quatre années de crise industrielle ont épuisé et poussé au désespoir la classe ouvrière. Quatre années de crise agricole ont ruiné à fond les couches déshéritées de la paysannerie non seulement dans les principaux pays capitalistes, mais encore et surtout dans les pays coloniaux et dépendants.

C'est un fait que, malgré toutes les ruses de la statistique, ayant pour but de diminuer le chiffre des chômeurs, leur nombre atteint d'après les données officielles des institutions bourgeoises, 3 millions en Angleterre, 5 millions en Allemagne, 10 millions aux Etats-Unis, sans compter les autres pays d'Europe. Ajoutez à ce chiffre les chômeurs partiels, dont le nombre dépasse une dizaine de millions ; ajoutez-y les millions de paysans ruinés, et vous aurez un tableau approximatif de la misère et du désespoir des masses laborieuses.

Les masses populaires n'en sont pas encore au point de livrer assaut au capitalisme ; mais que l'idée de cet assaut mûrisse dans la conscience des masses, il n'est guère possible d'en douter. Nous en trouvons un témoignage éloquent, par exemple dans des faits tels que la révolution espagnole, qui a renversé le régime fasciste, et l'accroissement des territoires soviétiques en Chine, que la contre-révolution conjuguée de la bourgeoisie chinoise et étrangère est impuissante à arrêter.

C'est ce qui explique, à proprement parler, que les classes dominantes des pays capitalistes s'appliquent à détruire ou ramènent à zéro les derniers vestiges du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise, vestiges pouvant être utilisés par la classe ouvrière dans sa lutte contre les oppresseurs ; qu'elles jettent les partis communistes dans l'illégalité et passent aux méthodes terroristes déclarées, afin de maintenir leur dictature.

Le chauvinisme et la préparation de la guerre, principaux éléments de la politique extérieure ; la répression exercée sur la classe ouvrière et la terreur en politique intérieure, comme moyen indispensable pour renforcer l'arrière des futurs fronts de guerre, voilà ce qui préoccupe surtout les politiciens impérialistes d'aujourd'hui.

Rien d'étonnant que le fascisme soit devenu maintenant l'article le plus à la mode parmi les politiciens les plus agressifs de la bourgeoisie. Je ne parle pas seulement du fascisme en général, mais avant tout, du fascisme de type allemand, que l'on nomme à tort national-socialisme puisque l'examen même le plus minutieux ne permet pas d'y découvrir le moindre atome de socialisme.

A cet égard, la victoire du fascisme en Allemagne, il ne faut pas la considérer simplement comme un signe de faiblesse de la classe ouvrière et comme le résultat des trahisons perpétrées contre elle par la social-démocratie qui a frayé la route au fascisme. Il faut la considérer aussi comme un signe de faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant que la bourgeoisie n'est plus en mesure d'exercer le pouvoir par les vieilles méthodes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir, dans sa politique intérieure, aux méthodes terroristes de gouvernement; comme un signe attestant qu'elle n'a plus la force de trouver une issue à la situation actuelle sur la base d'une politique extérieure de paix, ce qui l'oblige à recourir à une politique de guerre.

Telle est la situation.

Ainsi, vous le voyez, les choses s'orientent vers une nouvelle guerre impérialiste, comme issue à la situation actuelle.

Il n'y a évidemment pas de raison de supposer que la guerre puisse conduire à une issue véritable. Elle doit, au contraire, embrouiller encore plus la situation.

Bien mieux : elle déclenchera à coup sûr la révolution et mettra en péril l'existence même du capitalisme dans une série de pays, comme ce fut le cas pendant la première guerre impérialiste.

Et si, malgré l'expérience de cette première guerre impérialiste, les politiciens bourgeois s'accrochent néanmoins à la guerre, comme un naufragé à un fétu de paille, c'est qu'ils se sont empêtrés définitivement, qu'ils sont acculés dans une impasse, et prêts à se jeter la tête la première dans l'abîme.

Il n'est donc pas inutile d'examiner brièvement les plans d'organisation de la guerre, qui s'élaborent actuellement dans les milieux politiques bourgeois.

Les uns pensent que la guerre doit être organisée contre l'une des grandes puissances. Ils pensent lui infliger une défaite écrasante et rétablir leurs affaires à ses dépens. Admettons qu'ils aient organisé cette guerre. Que peut-il en résulter ?

Comme on sait, au cours de la première guerre impérialiste, on voulait de même anéantir l'une des grandes puissances, l'Allemagne, et s'enrichir à ses dépens. Qu'en est-il résulté ? Ils n'ont pas anéanti l'Allemagne, mais ils y ont semé une telle haine contre les vainqueurs et créé un terrain si propice à la revanche, que, jusqu'à présent, ils ne peuvent encore, et je pense qu'ils ne pourront de

longtemps encore se tirer de cet ignoble pétrin dont ils ont eux-mêmes pétri la pâte.

Mais par contre, ils ont obtenu la débâcle du capitalisme en Russie, la victoire de la révolution prolétarienne dans ce pays, et naturellement — l'Union soviétique. Quelle garantie y a-t-il que la deuxième guerre impérialiste leur donnera de «meilleurs» résultats que la première ? Ne serait-ils pas plus juste de supposer le contraire ?

D'autres pensent que l'on doit organiser la guerre contre un des pays faibles au point de vue militaire, mais étendus quant aux débouchés, par exemple contre la Chine, que d'ailleurs, paraît-il, l'on ne saurait appeler Etat au sens propre du mot, et qui ne représenterait qu'un «territoire inorganisé» ayant besoin d'être conquis par des Etats forts. Ils veulent apparemment se partager la Chine de façon définitive et rétablir leurs affaires à ses dépens.

Admettons qu'ils organisent cette guerre. Que peut-il en résulter ? On sait qu'au début du XIXe siècle, on considérait l'Italie et l'Allemagne comme on considère aujourd'hui la Chine, c'est-à-dire qu'on les tenait pour des «territoires inorganisés», et non pour des Etats. Et on les asservissait.

Qu'en est-il résulté ? Il en est résulté, comme on sait, la guerre de l'Allemagne et de l'Italie pour leur indépendance et l'unification de ces pays en Etats indépendants. Il en est résulté un redoublement de haine contre les oppresseurs dans le cœur des peuples de ces pays. Les conséquences de cette haine n'ont pas encore disparu à ce jour, et elles ne disparaîtront sans doute pas de sitôt. On se demande : Où est la garantie que la guerre des impérialistes contre la Chine ne donnera pas les mêmes résultats ?

D'autres encore pensent que la guerre doit être organisée par une «race supérieure», par exemple la «race» germanique, contre une

«race inférieure», avant tout contra les Slaves ; que seule cette guerre peut permettre de sortir de la situation actuelle, puisque la «race supérieure» est appelée à féconder l'«inférieure» et à régner sur elle.

Admettons que cette théorie étrange, qui est aussi loin de la science que la terre l'est du ciel, admettons, dis-je, que cette singulière théorie ait été mise en pratique.

Que peut-il en résulter ? On sait que la Rome antique regardait les ancêtres des Allemands et des Français de nos jours, exactement comme les représentants de la «race supérieure» regardent aujourd'hui les peuples slaves. On sait que la Rome antique les traitait de «race inférieure», de «barbares» appelés à être soumis perpétuellement à la «race supérieure», à la «grande Rome».

Et soit dit entre nous, la Rome antique avait pour cela quelques raisons ; on ne saurait en dire autant des représentants de la «race supérieure» actuelle. (Tonnerre d'applaudissements.) Et qu'en est-il résulté ? Que les non-Romains, c'est-à-dire tous les «barbares» s'unirent contre l'ennemi commun et renversèrent Rome à grand fracas.

La question se pose : Où est la garantie que les prétentions des représentants de la «race supérieure» actuelle n'aboutiront pas à ce même résultat lamentable ? Où est la garantie que les politiciens littéraires fascistes de Berlin auront plus de chance que les vieux conquérants éprouvés de Rome ? Ne serait-il pas plus juste de supposer le contraire ?

D'autres enfin pensent qu'il faut organiser la guerre contre l'U.R.S.S. Ils pensent battre l'U.R.S.S., partager son territoire et s'enrichir à ses dépens. Il serait erroné de croire que seuls certains milieux militaires du Japon pensent ainsi.

Nous savons que de tels plans s'élaborent dans les milieux politiques dirigeants de certains Etats d'Europe. Admettons que ces messieurs aient passé de la parole aux actes, que peut-il en résulter ?

On ne saurait douter que cette guerre ne soit la plus dangereuse pour la bourgeoisie. La plus dangereuse non seulement parce que les peuples de l'U.R.S.S. se battront à mort pour les conquêtes de la révolution. La plus dangereuse pour la bourgeoisie, encore pour cette raison que la guerre se poursuivra non seulement sur les fronts, mais aussi à l'arrière de l'ennemi. La bourgeoisie peut être sûre que les nombreux amis de la classe ouvrière de l'U.R.S.S., en Europe et en Asie, s'efforceront de frapper dans le dos leurs oppresseurs, qui auront entrepris cette guerre criminelle contre la patrie de la classe ouvrière de tous les pays.

Et que messieurs les bourgeois ne viennent pas s'en prendre à nous, si, au lendemain de cette guerre, ils comptent quelques gouvernements en moins qui leur sont proches et qui aujourd'hui règnent tranquillement par la «grâce de Dieu.» (Tonnerre d'applaudissements.)

Une telle guerre a déjà été faite contre l'U.R.S.S., si vous vous en souvenez, il y a quinze ans. On sait que le très honoré Churchill avait alors enveloppé cette guerre dans une formule poétique : «la campagne des 14 Etats».

Vous vous rappelez certainement que cette guerre groupa tous les travailleurs de notre pays en un seul camp de combattants pleins d'abnégation, qui offrirent leurs poitrines pour défendre leur patrie ouvrière et paysanne contre l'ennemi extérieur.

Vous savez comment elle a fini. Par l'expulsion de notre pays des interventionnistes et la création de «comités d'action» révolutionnaires en Europe. On ne saurait douter que la deuxième guerre contre l'U.R.S.S. n'aboutisse à la défaite totale des agresseurs,

à la révolution dans plusieurs pays d'Europe et d'Asie, à l'écrasement des gouvernements bourgeois et agrariens de ces pays.

Tels sont les plans de guerre où se sont empêtrés les politiciens bourgeois.

Comme vous le voyez, ils ne brillent ni par l'esprit ni par la valeur. (Applaudissements.)

Mais si la bourgeoisie choisit le chemin de la guerre, la classe ouvrière des pays capitalistes, poussée au désespoir par quatre années de crise et de chômage, s'engage, elle, dans la voie de la révolution. Cela veut dire que la crise révolutionnaire mûrit et continuera de mûrir.

Et cette crise révolutionnaire s'étendra d'autant plus vite que la bourgeoisie s'embrouillera davantage dans ses combinaisons militaires, et qu'elle aura plus souvent recours aux méthodes terroristes de lutte contre la classe ouvrière et les paysans travailleurs.

Certains camarades pensent que, dès l'instant où il y a crise révolutionnaire, la bourgeoisie doit se trouver dans une situation sans issue; que sa fin est par conséquent prédéterminée, que la victoire de la révolution est, par cela même, assurée, et qu'il ne leur reste donc qu'à attendre la chute de la bourgeoisie et à rédiger des résolutions triomphales. C'est là une grave erreur. La victoire de la révolution ne vient jamais d'elle-même.

Il faut la préparer et la conquérir. Or, seul peut la préparer et la conquérir un fort parti prolétarien révolutionnaire. Il est des moments où la situation est révolutionnaire, où le pouvoir de la bourgeoisie est ébranlé jusque dans ses fondements, mais où pourtant la victoire de la révolution n'arrive pas, parce qu'il n'y a pas de parti révolutionnaire du prolétariat, de parti ayant assez de force

et d'autorité pour entraîner à sa suite les masses, et prendre le pouvoir. Il serait déraisonnable de croire que des «cas» pareils ne puissent se produire.

Il ne serait pas superflu de rappeler à ce propos les paroles prophétiques que Lénine, au IIe congrès de l'Internationale communiste, prononça sur la crise révolutionnaire :

Nous voici arrivés au problème de la crise révolutionnaire, comme base de notre action révolutionnaire. Ici encore il faut avant tout signaler deux erreurs très répandues. D'un côté les économistes bourgeois représentent cette crise comme un simple «malaise», selon l'élégante expression des Anglais. De l'autre, les révolutionnaires s'efforcent parfois de démontrer que cette crise est absolument sans issue.

C'est là une erreur. Il n'est point de situation absolument sans issue. La bourgeoisie se conduit comme un forban sans vergogne, qui a perdu la tête.

Elle fait bêtise sur bêtise aggravant la situation et précipitant sa propre ruine. C'est entendu.

Mais on ne peut pas «démontrer» qu'il lui soit absolument impossible d'endormir, à l'aide de certaines petites concessions, une certaine minorité d'exploités et de réprimer tel mouvement ou telle insurrection d'une certaine partie des opprimés et des exploités. Tenter de «démontrer» par avance que la situation est «absolument» sans issue, serait un vain pédantisme ou ce serait jouer sur les mots et les idées.

Sur ce point et d'autres analogues, la «démonstration» véritable ne peut être faite que par la pratique. L'ordre bourgeois traverse dans le monde entier une crise révolutionnaire des plus profondes.

Il s'agit de «démontrer» maintenant par la pratique des partis révolutionnaires, que ces derniers ont assez de conscience,

d'esprit d'organisation, d'attaches avec les masses exploitées, de résolution, de savoir-faire, pour utiliser cette crise au profit d'une révolution conduite avec succès, d'une révolution victorieuse, («Rapport sur la situation internationale et les tâches essentielles de l'I.C.», t. XXV, pp. 340-341, éd. Russe.)

3. Les relations entre l'U.R.S.S. et les Etats capitalistes

On conçoit aisément combien il était difficile à l'U.R.S.S. de faire sa politique de paix dans cette atmosphère infectée par les miasmes des combinaisons de guerre.

Au milieu de cette bacchanale d'avant-guerre déchaînée dans toute une série de pays, l'U.R.S.S. a continué, durant ces années, à se tenir, avec une fermeté inébranlable, sur ses positions pacifiques, à lutter contre le danger de guerre, pour le maintien de la paix, en allant au-devant des pays qui, d'une façon ou d'une autre, sont partisans du maintien de la paix ; en dénonçant et démasquant ceux qui préparent, qui provoquent la guerre.

Sur quoi comptait l'U.R.S.S. dans cette lutte difficile et complexe pour la paix ?

- a) Sur sa puissance économique et politique croissante ;
- b) Sur le soutien moral des masses immenses de la classe ouvrière de tous les pays, laquelle a un intérêt vital à sauvegarder la paix ;
- c) Sur le bon sens des pays qui n'ont pas intérêt pour tel ou tel autre motif, à voir la paix violée et qui désirent développer les relations commerciales avec un contractant aussi ponctuel que l'U.R.S.S.
- d) Enfin, sur notre glorieuse armée prête à défendre le pays contre les attaques du dehors.

C'est sur cette base que naquit notre campagne pour la signature avec les Etats voisins d'un pacte de non-agression et d'un pacte de définition de l'agresseur. Vous n'ignorez pas que cette campagne a eu du succès.

On sait que nous avons conclu un pacte de non-agression non seulement avec la plupart de nos voisins de l'Ouest et du Sud, y compris la Finlande et la Pologne, mais aussi avec des pays tels que la France, l'Italie, et qu'un pacte de définition de l'agresseur a été signé avec les mêmes Etats voisins, y compris la Petite Entente.

Sur cette même base l'amitié s'est resserrée entre l'U.R.S.S. et la Turquie; les relations entre l'U.R.S.S. et l'Italie se sont améliorées et sont devenues incontestablement satisfaisantes ; de même se sont améliorées nos relations avec la France, la Pologne et les autres Etats baltes ; les relations ont été rétablies avec les Etats-Unis, la Chine, etc.

Parmi les faits illustrant les succès de la politique de paix pratiquée par l'U.R.S.S., il convient de relever et de mettre en avant deux d'entre eux dont l'importance est sans nul doute considérable.

1. Je veux parler, premièrement, du tournant intervenu ces temps derniers dans le sens d'une amélioration des relations entre l'U.R.S.S. et la Pologne, entre l'U.R.S.S. et la France. On sait que, auparavant, nos relations avec la Pologne laissaient à désirer.

On y assassinait des représentants de notre Etat. La Pologne se considérait comme la barrière des pays d'Occident contre l'U.R.S.S. Les impérialistes de tout acabit comptaient sur la Pologne comme sur un détachement d'avant-garde en cas d'agression militaire contre l'U.R.S.S.

Les relations n'avaient pas meilleure tournure entre l'U.R.S.S. et la France. Il suffit de rappeler les faits établis par le procès du

groupe de saboteurs Ramzine à Moscou pour reconstituer dans la mémoire le tableau des relations entre l'U.R.S.S. et la France. Et voilà que ces relations indésirables disparaissent peu à peu. Elles sont remplacées par d'autres relations, que l'on ne peut pas nommer autrement que des relations de rapprochement.

Ce n'est pas tout d'avoir signé un pacte de non-agression avec ces pays, encore que ce pacte ait par lui-même une importance très sérieuse. L'essentiel, c'est que d'abord l'atmosphère infectée de méfiance réciproque commence à se dissiper. Cela ne signifie évidemment pas que le processus de rapprochement qui se manifeste puisse être considéré comme suffisamment fort, susceptible d'assurer le succès de l'entreprise.

Les surprises et zigzags de la politique, par exemple en Pologne, où les tendances antisoviétiques sont encore fortes, ne peuvent encore être considérés comme exclus. Tant s'en faut. Mais un tournant vers l'amélioration de nos relations, indépendamment de ses résultats futurs, est un fait qui mérite d'être relevé et mis en avant comme un facteur favorable à la cause de la paix.

Où est la raison de ce tournant, et quel en est le stimulant ?

C'est d'abord l'accroissement des forces et de la puissance de l'U.R.S.S.

De nos jours, on n'a pas coutume de compter avec les faibles ; on ne compte qu'avec les forts. Ce sont ensuite certaines modifications intervenues dans la politique de l'Allemagne, et qui reflètent la croissance des sentiments de revanche et des tendances impérialistes dans ce pays.

Certains hommes politiques allemands disent à ce propos que l'U.R.S.S. s'oriente actuellement vers la France et la Pologne ; que d'adversaire du traité de Versailles, elle est devenue son partisan ;

que ce changement s'explique par l'instauration du régime fasciste en Allemagne. C'est faux. Nous sommes évidemment loin de nous enthousiasmer pour le régime fasciste en Allemagne. Mais il ne s'agit pas ici de fascisme, à telle enseigne que le fascisme, par exemple en Italie, n'a pas empêché l'U.R.S.S. d'établir les meilleures relations avec ce pays.

Il ne s'agit pas non plus de prétendus changements dans notre attitude envers le traité de Versailles. Ce n'est pas à nous, qui avons éprouvé la honte du traité de Brest-Litovsk, de faire l'éloge du traité de Versailles. Seulement, nous ne sommes pas d'accord pour que, à cause de ce traité, le (monde soit précipité dans le gouffre d'une nouvelle guerre. Il faut en dire autant du prétendu changement d'orientation de l'U.R.S.S.

Notre orientation ne visait point l'Allemagne, de même qu'elle ne vise pas la Pologne et la France. Nous nous orientons dans le passé, et nous nous orientons aujourd'hui sur l'U.R.S.S., et uniquement sur l'U.R.S.S. (Tempête d'applaudissements.) Et si les intérêts de l'U.R.S.S. commandent un rapprochement avec tels ou tels pays, qui n'ont pas intérêt à voir violer la paix, nous le faisons sans hésitation.

Non, il ne s'agit point de cela. Il s'agit d'un changement de la politique de l'Allemagne. Il s'agit que, déjà avant l'accession au pouvoir dans ce pays des hommes politiques actuels et surtout après leur avènement, une lutte «s'engagea en Allemagne entre deux courants politiques : entre l'ancienne politique, qui s'est traduite dans les accords que l'on sait entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne et la «nouvelle» politique, qui rappelle, dans ses grandes lignes la politique de l'ex-kaiser qui fit occuper, un temps, l'Ukraine et entreprit une campagne contre Leningrad, après avoir transformé les pays baltes en une base d'opérations 'pour cette campagne. Et cette «nouvelle» politique l'emporte manifestement sur l'ancienne.

On ne saurait considérer comme un hasard le fait que les hommes de

la «nouvelle» politique prennent partout l'avantage et que les partisans de l'ancienne politique se soient trouvés en disgrâce. L'intervention de Hugenberg à Londres n'est pas due au hasard non plus, de même que les déclarations non moins connues de Rosenberg, dirigeant de la politique extérieure du parti gouvernant en Allemagne. Voilà ce qu'il en est, camarades.

2. Je veux parler, en second lieu, de la reprise des relations normales entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Nul doute que cet acte ne soit d'une très grande importance pour l'ensemble des relations internationales. Ce n'est pas seulement parce qu'il accroît les chances du maintien de la paix, améliore les relations entre les deux pays, fortifie les liens commerciaux entre eux et crée une base pour une collaboration réciproque.

C'est aussi parce qu'il plante un jalon entre le passé où les Etats-Unis étaient considérés dans les divers pays comme le rempart de toute sorte de tendances antisoviétiques, et le présent, où ce rempart a été volontairement enlevé de la route, à l'avantage réciproque des deux pays.

Tels sont les deux faits principaux qui marquent le succès de la politique de paix des Soviets.

Ce serait pourtant une erreur de croire que tout a marché sans heurt dans la période écoulée. Non, loin de là.

Rappelez-vous par exemple la pression de l'Angleterre, l'embargo sur nos exportations, la tentative d'intervenir dans nos affaires intérieures et de nous tâter sur ce terrain, afin d'éprouver la force de notre résistance. Il est vrai que cette tentative s'est avérée inopérante, et que l'embargo fut levé plus tard, mais ces algarades laissent jusqu'à présent un arrière-goût désagréable, dans tout ce qui touche les relations entre l'Angleterre et l'U.R.S.S., y compris les

négociations pour un accord commercial.

Or, ces algarades contre l'U.R.S.S. ne peuvent être considérées comme fortuites. On sait qu'une partie des conservateurs anglais ne peut vivre sans ces algarades. Et précisément parce qu'elles ne sont pas fortuites, nous devons prévoir qu'à l'avenir également on s'attaquera à l'U.R.S.S., on créera des menaces de toute sorte, on cherchera à lui nuire, etc.

De même, il ne faut pas perdre de vue les relations entre l'U.R.S.S. et le Japon, relations qui ont besoin d'être sérieusement améliorées. Le refus du Japon de signer un pacte de non-agression, dont il n'a pas moins besoin que l'U.R.S.S., souligne une fois de plus que tout n'est pas pour le mieux dans nos relations mutuelles.

Il faut en dire autant de la suspension des pourparlers touchant le chemin de fer de l'Est-chinois, suspension qui n'eut pas lieu par la faute de l'U.R.S.S., et aussi en ce qui concerne les actes inadmissibles que les agents japonais commettent sur l'Est-chinois, telles les arrestations illicites d'employés soviétiques du chemin de fer, etc.

Sans compter qu'il est des militaires, au Japon, qui prêchent ouvertement, dans la presse, la nécessité d'une guerre contre l'U.R.S.S. et de la conquête de la région maritime, avec l'approbation manifeste d'autres personnalités militaires. Or le gouvernement du Japon, au lieu de rappeler à l'ordre les fauteurs de guerre, veut faire croire que cela ne le regarde pas.

Il est aisé de comprendre que de telles choses créent forcément une atmosphère d'inquiétude et d'incertitude. Certes, nous continuerons, comme par le passé, à pratiquer opiniâtrement une politique de paix, et nous travaillerons à améliorer nos relations avec le Japon, car nous voulons cette amélioration.

Mais ici tout ne dépend pas de nous. Aussi devons-nous en même temps prendre toutes mesures utiles pour mettre notre pays à l'abri des surprises et être prêts à le défendre contre l'agression. (Tempête d'applaudissements.)

Comme vous voyez, à côté des succès de notre politique d© paix, nous enregistrons aussi des phénomènes négatifs.

Telle est la situation extérieure de l'U.R.S.S.

Notre politique extérieure est claire.

C'est la politique du maintien de la paix et du resserrement des rapports commerciaux avec tous les pays. L'U.R.S.S. n'entend menacer personne ni, à plus forte raison, attaquer qui que ce soit.

Nous sommes pour la paix et nous défendons la cause de la paix.

Mais nous ne craignons pas les menaces et sommes prêts à rendre coup pour coup aux auteurs de guerre. (Tempête d'applaudissements.)

Qui veut la paix et cherche à nouer des relations d'affaires avec nous trouvera toujours notre appui.

Quant à ceux qui tenteront d'attaquer notre pays, ils se verront infliger une riposte foudroyante, qui leur fera à jamais passer l'envie de fourrer leur groin dans notre potager soviétique. (Tonnerre d'applaudissements.)

Telle est notre politique extérieure. (Tonnerre d'applaudissements.)

Notre tâche est de continuer à pratiquer cette politique avec toute la ténacité et l'esprit de suite voulus.

II - L'ESSOR CONTINU DE L'ECONOMIE NATIONALE ET LA SITUATION INTERIEURE DE L'U.R.S.S.

Je passe à la situation intérieure de l'U.R.S.S.

Du point de vue de la situation intérieure de l'U.R.S.S., la période écoulée marque un essor de plus en plus étendu, tant dans le domaine de l'économie nationale que dans le domaine culturel.

Cet essor n'a pas été une simple accumulation quantitative de forces. Il a ceci de remarquable qu'il a apporté des modifications de principe dans la structure de l'U.R.S.S., et a changé radicalement la face du pays.

Pendant cette période, l'U.R.S.S. s'est transformée à fond ; elle s'est débarrassée de son enveloppe arriérée et médiévale. De pays agraire, elle est devenue un pays industriel. De pays de petite culture individuelle, elle est devenue un pays de grande agriculture collectivisée et mécanisée.

De pays ignorant, illettré et inculte, elle est devenue — ou plus exactement, elle devient — un pays lettré et cultivé, couvert d'un immense réseau d'écoles supérieures, secondaires et primaires, où l'enseignement se fait dans les langues des différentes nationalités de l'U.R.S.S.

De nouvelles branches de production ont été créées : construction de machines-outils, industrie automobile, fabrication de tracteurs, industrie des produits chimiques, construction de moteurs, avions, moissonneuses-batteuses, puissantes turbines et générateurs; production d'aciers fins, de ferro-alliages, de caoutchouc synthétique, d'azote, de fibre artificielle, etc. etc. (Applaudissements prolongés.)

Pendant cette période, des milliers de nouvelles entreprises

industrielles parfaitement modernes ont été construites et mises en activité. On a construit des géants industriels tels que Dniéprostroï, Magnitostroï, Kouznetskstroï, Tchéliabstroï, Bobriki Ouralmachstroï, Krammachstroï.

Des milliers de vieilles entreprises ont été reconstruites sur la base d'une technique nouvelle. On a élevé de nouvelles entreprises et créé des centres industriels dans les Républiques nationales et à la périphérie de l'U.R.S.S.: en Biélorussie, en Ukraine, dans le Caucase du Nord, en Transcaucasie, en Asie centrale, au Kazakhstan, en Bouriato-Mongolie, Tatarie, Bachkirie, dans l'Oural, en Sibérie orientale et occidentale, en Extrême-Orient, etc.

Il a été créé plus de 200.000 kolkhoz et 5.000 sovkhoz, avec de nouveaux centres régionaux et foyers d'industrie à leur intention.

Dans des régions presque désertiques, sont nées de nouvelles grandes villes à la population nombreuse. Les vieilles villes et les vieux centres industriels se sont considérablement étendus.

On a jeté les bases du combinat Oural-Kouznetsk — réunion du charbon à coke de Kouznetsk et du minerai de fer de l'Oural. On peut donc considérer que la nouvelle base métallurgique de l'Est n'est plus un rêve, mais une réalité.

On a jeté les fondements d'une nouvelle et puissante base pétrolière dans les régions situées sur les versants ouest et sud des monts Ourals : région de l'Oural, Bachkirie, Kazakhstan.

Il est évident que les énormes capitaux, plus de 60 milliards pour la période écoulée, investis par l'Etat dans toutes les branches de l'économie nationale, ne l'ont pas été en vain ; ils donnent déjà des résultats.

Ces réalisations ont eu pour effet d'augmenter le revenu national de

l'U.R.S.S., qui est passé de 29 milliards de roubles en 1929 à 50 milliards en 1933, alors que dans tous les pays capitalistes sans exception le revenu national accuse, pour la même période, une baisse considérable.

On conçoit que toutes ces réalisations et tout cet essor devaient aboutir — et ils ont réellement abouti, — à un nouvel affermissement de la situation intérieure de l'U.R.S.S.

Comment ces changements prodigieux ont-ils pu s'opérer en quelque trois ou quatre ans, sur le territoire d'un immense Etat, à technique et à culture arriérées ?

N'est-ce point là un miracle ?

C'en eût été un, si ce développement s'était fait sur la base du capitalisme et de la petite économie individuelle. Mais on ne peut parler de miracle, si l'on tient compte que l'essor s'est poursuivi chez nous sur la base du développement de l'édification socialiste.

On conçoit que cet essor gigantesque n'ait pu se développer que sur la base des succès de l'édification socialiste, sur la base du travail social de dizaines de millions d'hommes, sur la base des avantages que le système d'économie socialiste a sur le système d'économie capitaliste, sur le système d'économie paysanne individuelle.

Il n'est donc pas étonnant que le prodigieux essor économique et culturel de l'U.R.S.S., pendant la période écoulée, ait marqué en même temps la suppression des éléments capitalistes et le refoulement à l'arrière-plan de l'économie paysanne individuelle.

C'est un fait que la part du système d'économie socialiste dans l'industrie est actuellement de 99% et, dans l'agriculture, si l'on tient compte des emblavures de céréales, de 84,5%, tandis qu'à l'économie paysanne individuelle il n'en revient que 15,5%.

Il en résulte que l'économie capitaliste est d'ores et déjà liquidée en U.R.S.S., et le secteur des paysans individuels à la campagne, refoulé sur des positions de second plan.

Lénine disait, lors de l'institution de la Nep, qu'il y avait dans notre pays les éléments de cinq formations économiques sociales : 1. économie patriarcale (pour une grande part économie naturelle) ; 2. petite production marchande (la majorité des paysans parmi ceux qui vendent leur blé) ; 3. capitalisme de l'économie privée ; 4. capitalisme d'Etat ; 5. socialisme. Lénine estimait que de toutes ces formations, c'était la formation socialiste qui devait l'emporter en fin de compte. Aujourd'hui nous pouvons dire que les première, troisième et quatrième formations économiques sociales n'existent plus ; la deuxième formation économique sociale est refoulée sur des positions de second plan, et la cinquième formation économique sociale, la formation socialiste, domine sans partage ; elle est la seule force qui commande dans l'ensemble de l'économie nationale. (Vifs applaudissements prolongés.)

Tel est le bilan.

Ce bilan fait la solidité de la situation intérieure de l'U.R.S.S., la fermeté de ses positions de l'avant et de l'arrière, dans les conditions de l'encerclement capitaliste.

Passons à l'examen de la documentation concrète touchant les divers problèmes de la situation économique et politique de l'U.R.S.S.

1. L'essor de l'industrie

De toutes les branches de notre économie nationale, l'industrie est celle qui s'est le plus rapidement développée. Pendant la période écoulée, c'est-à-dire à partir de 1930, notre industrie a augmenté de plus du double, soit de 101,6%, et comparativement au niveau

d'avant-guerre, elle a presque quadruplé, marquant une augmentation de 291,9%.

Cela veut dire que l'industrialisation a marché chez nous à toute vapeur.

Les progrès rapides de l'industrialisation ont abouti à ceci que la production industrielle occupe une place prépondérante dans la production globale de l'ensemble de l'économie nationale.

Voici te tableau correspondant :

PROPORTION DE L'INDUSTRIE DANS LA PRODUCTION GLOBALE DE L'ECONOMIE NATIONALE EN %

(Prix de 1926-1927)

	1913	1929	1930	1931	1932	1933
1. Industrie (moins la petite)	42.1	54.5	61.6	66.7	70.7	70.4
2. Agriculture	57.9	45.5	38.4	33.3	29.3	29.6
Total :	100. 0	100. 0	100. 0	100. 0	100. 0	100.0

Cela veut dire que notre pays est devenu, solidement et définitivement, un pays industriel.

L'accroissement de la production des instruments et moyens de production dans l'ensemble du développement de l'industrie a une importance décisive pour l'industrialisation. Les données fournies pour la période écoulée attestent que cette branche occupe une place prédominante dans l'ensemble de l'industrie.

Voici le tableau correspondant :

PROPORTION DE LA PRODUCTION DES DEUX PRINCIPAUX GROUPES DE LA GROSSE INDUSTRIE

(Prix de 1926-1927)

	Production globale (en milliards de roubles)				
	1929	1930	1931	1932	1933
Toute la grande industrie	21.0	27.5	33.9	38.5	41.9
<u>Notamment :</u>					
Groupe «A» : instruments et moyens de production	10.2	14.5	18.8	22.0	24.3
Groupe «B» : objets de consommation	10.8	13.0	15.1	16.5	17.6
<u>Proportion :</u>					
Groupe «A» : instruments et moyens de production	48.5	52.6	55.4	57.0	58.0
Groupe «B» : objets de consommation	51.5	47.4	44.6	43.0	42.0
Total :	100. 0	100. 0	100. 0	100. 0	100.0

Ce tableau, comme vous voyez, se passe d'explications.

Dans notre pays, encore jeune au point de vue de la technique, une tâche particulière incombe à l'industrie : non seulement elle doit se reconstruire elle-même sur une nouvelle base technique, Reconstruire toutes les branches industrielles, y compris l'industrie légère, l'industrie de l'alimentation, l'industrie forestière, mais encore reconstruire tous les moyens de transport et toutes les branches de l'agriculture.

Or, elle ne peut s'acquitter de cette tâche que si les constructions mécaniques, levier essentiel de la reconstruction de l'économie nationale, occupent une place prépondérante. Les données fournies pour la période écoulée attestent que les constructions mécaniques

ont conquis chez nous un rôle dirigeant dans l'ensemble de l'industrie.

Voici le tableau correspondant :

PROPORTION DES DIFFERENTES BRANCHES D'INDUSTRIE

(En % par rapport à la production globale)

	URSS			
	1913	192 9	193 2	1933
Houille	2.9	2.1	1.7	2.0
Coke	0.8	0.4	0.5	0.6
Extraction du pétrole	1.9	1.8	1.5	1.4
Traitement du pétrole	2.3	2.5	2.9	2.6
Sidérurgie	pas de	4.5	3.7	4.0
Métaux non ferreux	rens.	1.5	1.3	1.2
Constructions mécaniques	11.0	14.8	25.0	26.1
Industrie chimique proprement dite	0.8	0.6	0.8	0.9
Coton	18.3	15.2	7.6	7.3
Laine	3.1	3.1	1.9	1.8

Cela veut dire que notre industrie se développe sur une base saine et que la clé de la reconstruction — les constructions mécaniques — est entièrement dans nos mains. Il faut seulement l'utiliser de façon judicieuse, rationnelle.

Le développement de l'industrie par secteurs sociaux offre, au cours de la période écoulée, un tableau intéressant.

Le voici :

PRODUCTION GLOBALE DE LA GRANDE INDUSTRIE PAR SECTEURS SOCIAUX

(Prix de 1926-1927)

	Production globale (en millions de roubles)				
	1929	1930	1931	1932	1933
Toute la production	21 025	27 477	33 903	38 464	41 968
<u>Notamment :</u>					
1. Industrie socialisée	20 891	27 402	pas de rens.	38 436	41 940
<i>Dont a). Industrie de l'Etat</i>	19 143	24 989		35 587	38 932
<i>Dont b). Industrie coopérative</i>	1 748	2 413		2 849	3 008
2. Industrie privée	134	75		28	28

	Production globale (en pourcentages)				
	1929	1930	1931	1932	1933
Toute la production	100	100	100	100	100
<u>Notamment :</u>					
1. Industrie socialisée	99.4	99.7	pas de rens.	99.93	99.93
<i>Dont a). Industrie de l'Etat</i>	91.1	90.9		92.52	92.7
<i>Dont b). Industrie coopérative</i>	8.3	8.8		7.41	7.17
2. Industrie privée	0.6	0.3		0.07	0.07

De ce tableau il ressort que, en ce qui concerne l'industrie, nous en avons déjà fini avec les éléments capitalistes, et que le système d'économie socialiste est maintenant le système unique, exclusif, dans notre industrie. (Applaudissements.)

Mais de toutes les conquêtes réalisées par l'industrie pendant la période écoulée, celle qui doit être considérée comme la plus importante, c'est que l'industrie a su, en ce laps de temps, éduquer et forger des milliers d'hommes nouveaux, de nouveaux dirigeants de l'industrie, des contingents entiers de nouveaux ingénieurs et techniciens, des centaines de milliers de jeunes ouvriers qualifiés, qui ont assimilé la technique nouvelle et poussé en avant notre industrie socialiste.

On ne saurait douter qu'à défaut de ces hommes l'industrie n'aurait pu remporter les succès qu'elle enregistre aujourd'hui, et dont elle est fière à bon droit. Les chiffres attestent que pendant la période écoulée, l'industrie a fourni à la production près de 800.000 ouvriers plus ou moins qualifiés, sortis des écoles d'apprentissage en usine, et plus de 180.000 ingénieurs et techniciens, sortis des écoles techniques supérieures, des écoles supérieures et des technicums. S'il est vrai que la question des cadres est un problème éminemment sérieux pour notre développement, il faut reconnaître que notre industrie travaille sérieusement à la résoudre.

Telles sont les réalisations essentielles de notre industrie.

Ce serait pourtant une erreur de croire que notre industrie n'ait eu que des succès. Non, elle a aussi des insuffisances. Voici les principales :

- a) Retard persistant de la sidérurgie ;
- b) Manque d'ordre dans l'industrie des métaux non ferreux ;
- c) Sous-estimation de l'importance extrême qui s'attache au développement de l'extraction des charbons locaux dans l'ensemble de l'extraction des combustibles du pays (région de Moscou, Caucase, Oural, Karaganda, Asie centrale, Sibérie, Extrême-Orient,

territoire du Nord, etc.) ;

d) Défaut d'attention pour l'organisation d'une nouvelle base pétrolière dans les régions de l'Oural, de la Bachkirie, de l'Emlba ;

e) Défaut de préoccupation sérieuse pour le développement de la production des articles de grande consommation, tant dans l'industrie légère et l'industrie de l'alimentation, que dans l'industrie forestière ;

f) Défaut d'attention pour le développement de l'industrie locale ;

g) Attitude absolument inadmissible en ce qui concerne le problème de l'amélioration de la qualité de la production ;

h) Retard persistant dans le relèvement de la productivité du travail, dans la réduction des prix de revient et dans l'application du principe du rendement commercial ;

i) La mauvaise organisation du travail et des salaires, le défaut de responsabilité personnelle dans le travail, le nivellement dans le système des salaires, ne sont pas encore liquidés ;

j) Dans les commissariats de l'économie et leurs organismes, y compris les commissariats de l'Industrie légère et de l'Alimentation, la méthode de direction bureaucratique et paperassière est encore loin d'être liquidée.

Il est à peine besoin d'expliquer encore la nécessité absolue de faire disparaître d'urgence tous ces défauts. La sidérurgie et la métallurgie non ferreuse n'ont pas, comme on sait, rempli leur plan au cours de la première période quinquennale. Elles ne l'ont pas rempli davantage pendant la première année de la deuxième période quinquennale. Si elles continuent à retarder, elles peuvent devenir un frein pour l'industrie, une cause de lacunes dans son travail. En ce

qui concerne la création de nouvelles bases pour les industries houillère et pétrolière, il est aisé de comprendre que, faute d'accomplir cette tâche urgente, nous pouvons jeter sur un banc de sable et l'industrie et les transports.

La question relative aux objets de grande consommation et au développement de l'industrie locale, ainsi que les problèmes touchant l'amélioration de la qualité de la production, le relèvement de la productivité du travail, la réduction des prix de revient et l'application du principe du rendement commercial, se passent également d'explications.

En ce qui concerne la mauvaise organisation du travail et des salaires, de même que la méthode de direction bureaucratique et paperassière, cette maladie dangereuse, comme l'a montré l'affaire du bassin du Donetz, ainsi que celle des entreprises de l'industrie légère et de l'alimentation, a gagné toutes les branches d'industrie dont elle freine le développement. Si cette maladie n'est pas liquidée, l'industrie boitera des deux pieds :

Tâches immédiates :

1. Conserver aux constructions mécaniques leur rôle dirigeant actuel dans le système de l'industrie.
2. Supprimer le retard de la sidérurgie.
3. Mettre de l'ordre dans la métallurgie non ferreuse.
4. Pousser à fond l'extraction du charbon local dans toutes les régions déjà connues ; organiser l'extraction du charbon dans de nouvelles régions (par exemple en Extrême-Orient, dans la région de Bouréïa) ; faire du bassin de Kouznetsk un deuxième bassin du Donetz. (Applaudissements prolongés.)

5. Procéder sérieusement à l'organisation d'une base pétrolière dans la région des versants ouest et sud des monts Ourals.
6. Développer la production des articles de grande consommation dans toutes les branches relevant des commissariats de l'économie.
7. Développer l'industrie soviétique locale; la mettre à même de faire preuve d'initiative dans la production des articles de grande consommation et la pourvoir autant que possible en matières premières et en crédits.
8. Améliorer la qualité des articles fabriqués ; faire cesser la fabrication d'assortiments incomplets, et punir tous les camarades, sans considération de personnes, qui violeraient ou tourneraient les lois du pouvoir soviétique sur la qualité et l'assortiment complet de la production.
9. Obtenir une montée constante de la productivité du travail, un abaissement du prix de revient et l'application du principe du rendement commercial.
10. En finir avec le défaut de responsabilité personnelle dans le travail et le nivellement dans le système des salaires.
11. Liquider la méthode bureaucratique et paperassière de direction dans tous les ressorts des commissariats de l'économie, en faisant vérifier de façon méthodique l'exécution, par les organismes inférieurs, des décisions et indications émanant des centres dirigeants.

2. L'essor de l'agriculture

Le développement de l'agriculture a suivi une voie un peu différente. Au cours de la période écoulée l'essor des principales branches de l'agriculture a été beaucoup plus lent que dans l'industrie; il fut

toutefois plus rapide que pendant la période où prédominait l'économie individuelle.

Pour ce qui est de l'élevage, nous avons même observé le processus inverse, une diminution du cheptel ; ce n'est qu'en 1933, et seulement dans l'élevage du porc, qu'apparaissent des indices de progrès.

Il est évident que les difficultés extrêmes pour grouper en kolkhoz les petites exploitations paysannes dispersées ; la tâche difficile consistant à créer, en des régions presque désertiques, quantité de grandes exploitations pour la culture des céréales et l'élevage, et, en général, la période de réorganisation de l'économie paysanne individuelle et de son passage dans la voie nouvelle, kolkhozienne, période qui demande beaucoup de temps et de grands frais : tous ces facteurs devaient nécessairement déterminer, dans l'agriculture, un rythme de progression plus lent, de même qu'une période relativement longue de dépression quant au développement du cheptel.

Au fond, la période écoulée fut pour l'agriculture moins une période d'essor rapide et de puissant élan, qu'une période de création de prémisses pour cet essor et cet élan dans un proche avenir.

Si l'on prend les données relatives à l'accroissement de la surfaceensemencée pour toutes les cultures, puis seulement pour les cultures industrielles, le développement de l'agriculture pendant la période écoulée se présentera comme suit :

SURFACE ENSEMENCEE POUR TOUTES LES CULTURES DE L'U.R.S.S.

(En millions d'hectares)

	1913	1929	1930	1931	1932	1933
Totalité des surfaces ensemencées	105. 0	118. 0	127. 2	136. 3	134. 4	129.7
<u>Notamment :</u>						
a). Céréales	94.4	96.0	101. 8	104. 4	99.7	101.5
b). Cultures industrielles	4.5	8.8	10.5	14.0	14.9	12.0
c). Cultures potagères et maraîchères	3.8	7.6	8.0	9.1	9.2	8.6
d). Cultures fourragères	2.1	5.0	6.5	8.8	10.6	7.3

SURFACE ENSEMENCEE EN CULTURES INDUSTRIELLES POUR TOUTE L'U.R.S.S.

(En millions d'hectares)

	1913	1929	1930	1931	1932	1933
Coton	0.69	1.06	1.58	2.14	2.17	2.05
Lin (à longues fibres)	1.02	1.63	1.75	2.39	2.51	2.40
Betterave à sucre	0.65	0.77	1.04	1.39	1.54	1.21
Plantes oléagineuses	2.00	5.20	5.22	7.55	7.98	5.79

Ces tableaux reflètent deux lignes essentielles de l'agriculture :

1. La ligne visant à élargir au maximum les surfaces cultivées, en période de réorganisation intense de l'agriculture, alors que les

kolkhoz se créaient par dizaines de mille, chassaient les koulaks, s'emparaient des terres ainsi libérées et les prenaient fermement en main.

2. La ligne visant à renoncer à l'extension en bloc des surfacesensemencées et à passer à l'amélioration du travail de la terre, à l'application d'un système rationnel d'assolements et de jachères, à l'élévation du rendement des récoltes et, au cas où la pratique l'exigerait, à la réduction momentanée des surfacesensemencées.

On sait que la seconde ligne — la seule juste en agriculture — a été proclamée en 1932, lorsque la période de réorganisation de l'agriculture touchait à sa fin, et que l'élévation du rendement des récoltes était devenue l'une des questions essentielles de l'essor de l'agriculture.

Mais on ne peut considérer les données relatives à l'augmentation des surfacesensemencées comme des preuves tout à fait suffisantes du développement de l'agriculture.

Il arrive que les surfaces augmentent, tandis que la production n'augmente pas ou même diminue, parce que les méthodes de culture ont empiré, et que le rendement par unité de surface a diminué.

Cela étant, il est nécessaire de compléter les chiffres des surfaces par ceux de la production globale.

Voici le tableau correspondant :

PRODUCTION GLOBALE DES CEREALES ET DES CULTURES INDUSTRIELLES POUR L'URSS.

(En millions de quintaux)

	1913	1929	1930	1931	1932	1933
Céréales	801. 0	717. 4	835. 4	694. 8	698. 7	898.0
Coton (écru)	7.4	8.6	11.1	12.9	12.7	13.2
Lin (fibres)	3.3	3.6	4.4	5.5	5.0	5.6
Betterave à sucre	109. 0	62.5	140. 2	120. 5	65.6	90.0
Plantes oléagineuses	21.5	35.8	36.2	51.0	45.5	46.0

Ce tableau montre que les années de la plus intense réorganisation de l'agriculture — 1931 et 1932 — furent celles de la diminution la plus accusée de la production des céréales.

Ce tableau montre encore que le lin et le coton, cultivés dans les régions où la réorganisation de l'agriculture s'est faite à des rythmes moins rapides, n'ont presque pas souffert ; ils ont continué de monter, de façon plus ou moins régulière et constante, en maintenant le niveau élevé de leur développement.

Ce tableau montre, en troisième lieu, que, tandis que les cultures oléagineuses n'accusaient qu'une légère fluctuation en maintenant le niveau élevé de leur développement par rapport à l'avant-guerre, la betterave à sucre cultivée dans les régions entrées les dernières dans la période de réorganisation, et où les rythmes de réorganisation agricole ont été les plus élevés, accuse un maximum de régression dans la dernière année de réorganisation, en 1932, sa production étant tombée au-dessous du niveau d'avant-guerre.

Ce tableau montre enfin que 1933 — première année qui suivit la période de réorganisation — marque un tournant dans le développement des cultures céréales et industrielles.

Cela veut dire que les céréales tout d'abord et ensuite les cultures industrielles, vont désormais s'acheminer, d'un pas ferme et sûr, vers un vigoureux essor.

C'est l'élevage qui, dans l'agriculture, s'est le plus douloureusement ressenti de cette période de réorganisation.

Voici le tableau correspondant :

CHEPTEL DE L'U.R.S.S.

(En millions de têtes)

	1916	1929	1930	1931	1932	1933
a). Chevaux	35.1	34.0	30.2	26.2	19.6	16.6
b). Bétail à cornes	58.9	68.1	52.5	47.9	40.7	38.6
c). Moutons et chèvres	115. 2	147. 2	108. 8	77.7	52.1	50.6
d). Porcs	20.3	20.9	13.6	14.4	11.6	12.2

Ce tableau montre qu'en ce qui concerne le cheptel, nous enregistrons, pour la période écoulée, non pas un essor mais un recul persistant en comparaison du niveau d'avant-guerre.

Il est évident que la plus forte concentration de l'élevage entre les mains d'éléments grands-koulaks d'une part, et la propagande intensive des koulaks pour l'abattage du bétail, propagande qui avait trouvé un terrain favorable pendant les années de réorganisation, d'autre part, se trouvent reflétées dans ce tableau.

Ce tableau montre ensuite que la diminution du cheptel avait commencé dès la première année de réorganisation (1930), et qu'elle continua jusqu'en 1933.

Diminution qui avait pris les plus fortes proportions dans les trois premières années, tandis qu'en 1933, première année qui suivit la période de réorganisation et où les céréales prenaient leur essor, cette diminution atteignit son minimum.

Ce tableau montre enfin que pour l'élevage du porc, le processus inverse a déjà commencé, et qu'en 1933 apparaissent les signes d'un essor marqué.

Cela veut dire que l'année 1934 doit et peut marquer un tournant vers un essor de toutes les branches d'élevage.

Comment s'est développée chez nous la collectivisation des exploitations paysannes, pendant la période écoulée ?

Voici le tableau correspondant :

COLLECTIVISATION

	1929	1930	1931	1932	1933
Nombre de kolkhoz (milliers)	57.0	85.9	211.1	211.05	220.0
Nombre d'exploitations réunies dans les kolkhoz (millions)	1.0	6.0	13.0	14.9	15.0
Pourcentage de collectivisation des exploitations paysannes	3.9	23.6	52.7	61.5	66.0

Et quelle ligne a suivie le mouvement des surfaces cultivées en céréales, par secteurs ? En voici le tableau :

SURFACES CULTIVEES EN CEREALES PAR SECTEURS

Secteurs :	Surfaces cultivées en céréales (en millions d'hectares)					% par secteur en 1932
	1929	1930	1931	1932	1933	
Sovkhoz	1.5	2.9	8.1	9.3	10.8	10.0
Kolkhoz	3.4	29.7	61.0	69.1	75.0	73.9
Exploitations individuelles	91.1	69.2	35.3	21.3	15.7	15.5
Surface totale cultivée en céréales pour l'U.R.S.S.	96.0	101.8	104.4	99.7	101.5	100.0

Qu'attestent ces tableaux ?

Ils attestent que la période de réorganisation de l'agriculture, où le nombre des kolkhoz et leurs effectifs augmentaient à une cadence prodigieuse, est achevée, qu'elle l'était déjà en 1932.

Par conséquent, le processus ultérieur de collectivisation est un processus d'absorption progressive et de rééducation des exploitations paysannes individuelles subsistant encore, par les kolkhoz.

Cela veut dire que les kolkhoz ont triomphé définitivement et sans retour. (Vifs applaudissements prolongés.) Ces tableaux attestent, en outre, que les sovkhos et les kolkhoz possèdent ensemble 84,5% de toutes les surfaces cultivées en céréales de l'U.R.S.S.

Cela veut dire que les kolkhoz et les sovkhos réunis sont devenus une force qui décide du sort de l'ensemble de l'agriculture, de toutes ses branches.

Ces tableaux nous montrent encore que les 65% des exploitations

paysannes groupées dans les kolkhoz possèdent 73,9% de la totalité des surfaces cultivées en céréales, alors que toute la masse des exploitations individuelles qui subsistent, soit 35% de l'ensemble de la population paysanne, ne possèdent que 15,5% de la totalité des surfaces cultivées en céréales.

Si l'on ajoute à cela que pour les rentrées de toutes catégories les kolkhoz ont livré à l'Etat, en 1933, plus d'un milliard de pouds de grains, et que les paysans individuels, qui ont exécuté leur plan à 100%, n'en ont livré que 130 millions de pouds environ alors qu'en 1929-1930 ils avaient livré à l'Etat près de 780 millions de pouds, et les kolkhoz pas plus de 120 millions, il apparaît de toute évidence que, dans la période écoulée, les rôles des kolkhoz et des paysans individuels ont été complètement changés: depuis lors les kolkhoz sont devenus la force dominante dans l'agriculture, et les paysans individuels une force secondaire, obligée de se soumettre et de s'adapter au régime kolkhozien.

Il faut reconnaître que la paysannerie travailleuse, notre paysannerie soviétique, s'est ralliée définitivement et sans retour sous le drapeau rouge du socialisme. (Applaudissements prolongés.)

Laissons les commères menchéviques-socialistes-révolutionnaires et bourgeoises-trotskistes raconter que la paysannerie est, par sa nature, contre-révolutionnaire ; qu'elle est appelée à restaurer en U.R.S.S. le capitalisme ; qu'elle ne peut être l'alliée de la classe ouvrière dans la construction du socialisme ; qu'il est impossible de construire le socialisme en U.R.S.S.

Les faits attestent que ces messieurs calomnient et l'U.R.S.S. et la paysannerie soviétique, bas faits attestent que notre paysannerie soviétique a définitivement abandonné le rivage du capitalisme pour aller de l'avant, en alliance avec la classe ouvrière, vers le socialisme. Les faits attestent que nous avons déjà construit les fondations de la société socialiste en U.R.S.S., et qu'il ne nous reste

qu'à les couronner de superstructures, tâche incontestablement plus aisée que de construire les fondations de la société socialiste.

La force des kolkhoz et des sovkhos ne se borne cependant pas à l'augmentation de leurs surfaces cultivées et de leur production. Elle apparaît aussi dans le développement de leur parc de tracteurs, dans le développement de leur mécanisation. Il est indéniable que, sous ce rapport, nos kolkhoz et nos sovkhos ont fait un grand pas en avant.

Voici le tableau correspondant :

PARC DE TRACTEURS DANS L'AGRICULTURE DE L'U.R.S.S. (COMPTE TENU DE L'AMORTISSEMENT)

(En milliers d'unités)

	1929	1930	1931	1932	1933
Total des tracteurs	34.9	72.1	125.3	148.5	204.1
<u>Notamment :</u>					
a) Tracteurs des S.M.T.	2.4	31.1	63.3	74.8	122.3
b) Tracteurs dans les sovkhos de toutes catégories	9.7	27.7	51.5	64.0	81.8

PUISSANCE EN MILLIERS DE CV

	1929	1930	1931	1932	1933
Total des tracteurs	391.4	1 003.5	1 850.0	2 225.0	3 100.0
<u>Notamment :</u>					
a) Tracteurs des S.M.T.	23.9	372.5	848.0	1 077.0	1 782.0
b) Tracteurs dans les sovkhos de toutes catégories	123.4	483.1	892.0	1 043.0	1 318.0

Ainsi, 204.000 tracteurs et 3.100.000 CV pour les kolkhoz et les sovkhoz. Force importante, comme vous voyez, capable d'arracher toutes les racines du capitalisme à la campagne. Force deux fois supérieure au nombre de tracteurs dont parlait en son temps Lénine, comme d'une lointaine perspective.

En ce qui concerne le parc de machines agricoles dans les stations de machines et de tracteurs, ainsi que dans les sovkhoz du commissariat du peuple des Sovkhoz, les données en sont fournies par les tableaux ci-après :

DANS LES S.M.T.

	1930	1931	1932	1933
Moissonneuses-batteuses	7	100	2 200	11 500
Moteurs et locomobiles	100	4 900	6 200	17 600
Batteuses à double nettoyage et à nettoyage simple	2 900	27 000	37 000	50 000
Installations électriques pour le battage	168	268	551	1 283
Nombre d'ateliers de réparations dans les S.M.T.	104	770	1 220	1 933
Camions automobiles	200	1 000	6 000	13 500
Automobiles	17	191	145	2 800

DANS LES SOVKHOZ DU COMMISSARIAT DU PEUPLE DES SOVKHOZ

	1930	1931	1932	1933
Moissonneuses-batteuses	1 700	6 300	11 900	13 500
Moteurs et locomobiles	300	700	1 200	2 500
Batteuses à double nettoyage et à nettoyage simple	1 400	4 200	7 100	8 000

Installations électriques	42	112	164	222
<u>Ateliers de réparations :</u>				
<i>a). Grandes réparations</i>	72	133	208	302
<i>b). Réparations moyennes</i>	75	160	215	476
<i>c). Réparations courantes</i>	205	310	578	1 166
Camions automobiles	2	3	6 200	10 900
	100	700		
Automobiles	118	385	625	1 890

Je pense que ces données se passent d'explications.

De même la formation de sections politiques dans les S.M.T. et les sovkhos, ainsi que l'affectation à l'agriculture de camarades qualifiés, n'ont pas été de peu d'importance pour l'essor de l'agriculture.

Aujourd'hui tout le monde reconnaît que les camarades des sections politiques ont joué un rôle considérable dans l'amélioration du travail des kolkhos et des sovkhos. On sait que pendant la période écoulée, le Comité central du Parti a envoyé à la campagne, en vue de renforcer les cadres de l'agriculture, plus de 23.000 communistes, dont plus de 3.000 dans les sections agricoles ; plus de 2.000 dans les sovkhos, plus de 13.000 dans les sections politiques des S.M.T. et plus de 5.000 dans les sections politiques des sovkhos.

Il faut en dire autant de l'envoi dans les kolkhos et les sovkhos de nouveaux ingénieurs, techniciens et agronomes. On sait que, pendant la période écoulée, plus de 111.000 travailleurs de cette catégorie ont été versés dans l'agriculture.

Il a été formé, pendant cette période, et envoyé, rien que dans les organisations relevant du commissariat du peuple de l'Agriculture, plus de 1.900.000 conducteurs de tracteurs, de moissonneuses-batteuses, mécaniciens, chauffeurs.

Au cours de cette même période, on a formé et professionnellement rééduqué plus de 1.600.000 présidents et membres de direction de kolkhoz, chefs d'équipe pour les travaux des champs, chefs d'équipe pour l'élevage, comptables.

Evidemment, c'est peu pour notre agriculture. Mais c'est tout de même quelque chose.

Comme vous le voyez, l'Etat a fait tout le possible pour rendre la tâche plus facile aux organismes des commissariats du peuple de l'Agriculture et des Sovkhoz, qui dirigent l'édification des kolkhoz et des sovkhos.

Peut-on dire que ces possibilités aient été utilisées comme il faut ?

Malheureusement non.

Ainsi par exemple ces commissariats du peuple sont atteints, à un plus fort degré que les autres commissariats, de cette maladie qu'est l'attitude bureaucratique et paperassière envers le travail. On tranche des questions, mais on ne songe pas à vérifier l'application des décisions prises ; à rappeler à l'ordre ceux qui transgressent les indications et les dispositions des organismes dirigeants ; à mettre en avant ceux qui les exécutent honnêtement et consciencieusement.

L'existence d'un parc considérable de tracteurs et de machines implique, semble-t-il, pour les organismes agraires, l'obligation de tenir en bon ordre ces machines de grande valeur, de les réparer à temps, de les utiliser au cours des travaux plus ou moins convenablement.

Or, que font-ils dans ce domaine ?

Malheureusement, très peu. L'entretien des tracteurs et des machines laisse à désirer. Les réparations non plus ne sont pas satisfaisantes,

car, jusqu'à présent, on ne veut pas comprendre que l'essentiel dans les réparations, ce sont les réparations courantes et moyennes, et non les grandes réparations. Quant à l'utilisation irrationnelle des tracteurs et des machines, elle est si évidente et connue de tous qu'elle n'a pas besoin d'être démontrée.

Une des tâches immédiates de l'agriculture consiste à introduire un système d'assolement bien compris, à étendre les jachères, à améliorer les semences dans toutes les branches de l'agriculture. Que fait-on dans ce domaine ?

Malheureusement, très peu pour l'instant. Le problème des semences pour les céréales et le coton est embrouillé au point qu'il faudra encore bien du temps pour le démêler.

Un des moyens efficaces pour augmenter le rendement des cultures industrielles, c'est de les approvisionner en engrais. Que fait-on dans ce domaine ?

Très peu pour l'instant. Les engrais existent, mais les organismes du commissariat du peuple de l'Agriculture ne savent pas en organiser la réception et une fois qu'ils les ont reçus, ils ne se préoccupent pas de les faire parvenir en temps voulu à destination, et de les utiliser de façon rationnelle.

En ce qui concerne les sovkhoz, il faut dire qu'ils ne sont toujours pas à la hauteur de leurs tâches. Je suis loin de sous-estimer la grande influence révolutionnaire exercée par nos sovkhoz. Mais si l'on compare les investissements considérables de l'Etat dans les sovkhoz aux résultats effectifs actuels de leur travail, on constate une énorme disproportion qui n'est pas à l'avantage des sovkhoz.

La raison essentielle de cette disproportion, c'est que nos sovkhoz de céréales sont trop encombrants, leurs directeurs sont débordés, les sovkhoz eux-mêmes sont trop spécialisés, ils n'ont ni assolements, ni

jachères, ni éléments d'élevage. Il est évident qu'il faut décentraliser les sovkhoz et liquider leur spécialisation excessive. On pourrait croire que le commissariat du peuple des Sovkhoz a posé ce problème en temps opportun, et est parvenu à le résoudre. Mais ce serait inexact.

La question a été posée et résolue sur l'initiative de gens n'ayant aucun rapport avec ce commissariat.

Enfin, en ce qui concerne l'élevage.

J'ai déjà parlé de la situation difficile de l'élevage. On pourrait croire que nos organismes agricoles font preuve d'une activité fiévreuse pour liquider la crise de l'élevage ; qu'ils sonnent l'alarme ; qu'ils mobilisent le personnel et prennent d'assaut le problème de l'élevage. Malheureusement, rien de tel ne s'est produit ni ne se produit encore.

Non seulement ils ne sonnent pas l'alarme à propos de la situation difficile où se trouve l'élevage, mais au contraire, ils cherchent à escamoter la question et, parfois, dans leurs rapports, ils tentent même de cacher à l'opinion publique du pays la situation véritable de l'élevage, ce qui est absolument inadmissible pour des bolcheviks.

Espérer après cela que les organismes agricoles sauront mettre l'élevage sur la bonne voie et le porter à la hauteur voulue, équivaut à bâtir sur le sable.

Le Parti tout entier, tous nos travailleurs du Parti et sans-parti, doivent prendre en main la question de l'élevage, en tenant compte que ce problème est aujourd'hui un problème primordial, comme l'était hier le problème des céréales, aujourd'hui résolu avec succès. Inutile de démontrer que les hommes soviétiques, qui ont franchi plus d'un obstacle sérieux sur le chemin conduisant au but, sauront

franchir cet obstacle également. (Tonnerre d'applaudissements.)

Telle est la liste abrégée, très incomplète, des défauts qu'il importe de redresser et des tâches dont il faut nous acquitter dans le plus proche avenir.

Mais nos tâches ne se bornent pas là. Il en est d'autres en matière d'agriculture, dont il serait bon de dire quelques mots.

Tout d'abord il ne faut pas perdre de vue que l'ancienne division de notre territoire en régions industrielles et agraires a fait son temps. Il n'existe plus chez nous de régions exclusivement agraires, approvisionnant les régions industrielles en blé, en viande et en légumes, de même qu'il n'existe plus de régions exclusivement industrielles pouvant compter recevoir du dehors, des autres régions, tous les produits alimentaires dont elles ont besoin.

Le développement s'oriente vers la transformation de toutes les régions en régions plus ou moins industrielles; et plus cela ira, plus elles seront industrielles.

Cela signifie que l'Ukraine, le Caucase du Nord, la région centrale des Terres noires et les autres anciennes régions agraires, ne peuvent plus donner au dehors, aux centres industriels, autant de produits qu'elles en donnaient autrefois, parce qu'elles sont obligées de nourrir leurs propres villes et leurs propres ouvriers, dont le nombre continuera de grandir.

Il en résulte donc que chaque région, si elle ne veut pas se trouver dans une situation difficile, doit organiser chez elle sa propre base agricole, pour avoir ses légumes, ses pommes de terre, son beurre, son lait et, sans telle ou telle mesure, son blé et sa viande. Vous savez que la chose est parfaitement réalisable, et qu'on y travaille déjà.

Ce qu'il faut, c'est mener l'affaire jusqu'au bout, coûte que coûte.

A noter ensuite que la division de notre territoire en régions consommatrices et productrices commence également à perdre de son caractère exclusif. Des régions «consommatrices», comme celles de Moscou et de Gorki ont, cette année, livré à l'Etat près de 80 millions de pouds de blé.

Evidemment, ce n'est pas une bagatelle. Dans la zone dite consommatrice, on compte jusqu'à 5 millions d'hectares de terres en friche, couvertes de buissons. On sait que dans cette zone, le climat n'est pas mauvais, les pluies y sont suffisantes, la sécheresse inconnue.

Si l'on débarrasse ces terres des buissons qui les couvrent, et si on prend une série de mesures d'organisation, on aura une immense région de culture des céréales ; les récoltes étant d'ordinaire abondantes dans cette région, celle-ci peut donner une quantité de blé marchand qui ne serait pas inférieure à celle que fournit actuellement la Basse ou la Moyenne Volga. Ce serait là un grand appoint pour les centres industriels du Nord.

Ce qu'il faut donc, évidemment, c'est créer dans les régions de la zone consommatrice, un important territoire de cultures céréales.

Enfin, en ce qui concerne la lutte contre la sécheresse dans les régions au delà de la Volga. La plantation de forêts et l'établissement de zones de défense forestière dans les régions orientales au delà de la Volga ont une énorme importance.

Ces travaux, comme on sait, sont en cours, encore qu'on ne puisse dire qu'ils soient suffisamment intensifiés. Pour ce qui est de l'irrigation de la région au delà de la Volga, et c'est l'essentiel du point de vue de la lutte contre la sécheresse, on ne saurait tolérer que cette affaire fût traînée en longueur. Il est vrai qu'elle a été un peu

retardée par certaines contingences, qui ont absorbé quantité de forces et de ressources. Mais aujourd'hui, il n'y a plus de raison de l'ajourner.

Nous ne pouvons nous passer d'une base sérieuse parfaitement stable et affranchie des aléas atmosphériques pour la production du blé dans la région de la Volga, qui donnerait annuellement environ 200 millions de pouds de blé marchand. C'est absolument indispensable, si l'on tient compte du développement des villes sur la Volga, d'une part, et des complications éventuelles de toute sorte dans le domaine des relations internationales, d'autre part.

Ce qu'il faut c'est entreprendre un sérieux travail pour organiser l'irrigation de la région au delà de la Volga. (Applaudissements.)

3. L'essor de la situation matérielle et de la culture des travailleurs

Ainsi nous avons exposé la situation de notre industrie et de notre agriculture, leur développement pendant la période écoulée et leur état actuel.

Comme résultat, nous avons donc :

a) Un essor puissant de la production dans l'Industrie, comme aussi dans les principales branches de l'agriculture ;

b) Sur la base de cet essor, le système de l'économie socialiste a définitivement vaincu le système capitaliste, dans l'industrie comme dans l'agriculture ; le système d'économie socialiste est devenu le système unique de l'économie nationale tout entière ; les éléments capitalistes ont été évincés de toutes les sphères de l'économie nationale ;

c) La grande majorité des paysans individuels ont définitivement abandonné la petite exploitation marchande individuelle ; ils se sont groupés dans les kolkhoz sur la base du travail collectif et de la propriété collective des moyens de production ; l'économie collective a triomphé sans réserve de la petite exploitation marchande individuelle ;

d) De processus toujours plus marqué de l'extension des kolkhoz qui absorbent les exploitations paysannes individuelles, dont le nombre décroît ainsi de mois en mois et qui deviennent, en réalité, une force auxiliaire pour les kolkhoz et les sovkhoz.

Il est évident que cette victoire historique remportée sur les exploiters, ne pouvait manquer d'apporter une amélioration radicale à la situation matérielle et à toute la vie des travailleurs.

La suppression des classes parasites a fait disparaître l'exploitation de l'homme par l'homme. Le travail de l'ouvrier et du paysan lest affranchi de l'exploitation. Les revenus que les exploiters tiraient du travail du peuple restent aujourd'hui dans les mains des travailleurs et sont utilisés, en partie, pour élargir la production et y intégrer de nouveaux contingents de travailleurs, et, en partie, pour augmenter directement les revenus des ouvriers et des paysans.

Le chômage, ce fléau de la classe ouvrière, a disparu. Alors que dans les pays bourgeois des millions de chômeurs sont réduits à la misère et aux souffrances par manque de travail, chez nous il n'y a plus d'ouvriers sans travail et sans salaire.

Avec la disparition du joug des koulaks, la misère a disparu du village. Chaque paysan, kolkhozien ou individuel, peut vivre aujourd'hui dans des conditions humaines, pourvu qu'il veuille travailler honnêtement, au lieu de fainéanter, de vagabonder ou de piller le bien du kolkhoz.

La suppression de l'exploitation, la suppression du chômage à la ville, la suppression de la misère au village, autant de réalisations historiques pour la situation matérielle des travailleurs dont ne peuvent pas même rêver les ouvriers et les paysans des pays bourgeois, même les plus «démocratiques».

La physionomie de nos grandes villes et de nos centres industriels a changé. L'indice obligatoire d'une grande ville, dans les pays bourgeois, ce sont les taudis, ce qu'on appelle les quartiers ouvriers des faubourgs, qui ne sont qu'un amas de locaux obscurs, humides, à moitié démolis, la plupart du temps des sous-sols où s'entasse d'ordinaire le pauvre monde, grouillant dans la crasse et maudissant son sort.

Ces taudis, la Révolution d'Octobre les a fait disparaître chez nous. Ils ont été remplacés par des quartiers ouvriers nouvellement construits, bien aménagés et bien éclairés ; il arrive souvent que les quartiers ouvriers ont chez nous une plus belle apparence que le centre de la ville.

La physionomie du village a changé plus encore.

Le vieux village avec son église bien en évidence, avec, au premier plan, les plus belles maisons appartenant à l'ouriadnik, au pope, au koulak, et ses isbas paysannes à moitié écroulées à l'arrière-plan, ce village-là commence à disparaître. A sa place, apparaît le nouveau village avec ses bâtiments d'exploitation et ses bâtiments publics, ses clubs, sa T.S.F., son cinéma, ses écoles, ses bibliothèques et ses crèches, ses tracteurs, ses moissonneuses-batteuses, ses batteuses, ses automobiles.

Elles ont disparu, les vieilles notabilités, le koulak-exploiteur, l'usurier-buveur de sang, le marchand-spéculateur, le petit père-ouriadnik. Les notables, ce sont maintenant les militants des kolkhoz et des sovkhoz, des écoles et des clubs, les conducteurs-chefs de

tracteurs et de moissonneuses-batteuses, les chefs de brigade pour les travaux des champs et pour l'élevage, les meilleurs ouvriers et ouvrières de choc sur les champs kolkhoziens.

L'antagonisme entre la ville et le village disparaît. La ville cesse d'être aux yeux des paysans le centre qui les exploitait. L'alliance économique et culturelle de la ville et de la campagne devient de plus en plus solide.

La ville et son industrie viennent aujourd'hui en aide au village, en lui fournissant tracteurs, machines agricoles, automobiles, hommes et ressources.

D'ailleurs, le village lui-même a maintenant sa propre industrie sous forme de stations de machines et de tracteurs, d'ateliers de réparations, d'entreprises industrielles de toute sorte appartenant au kolkhoz, de petites centrales électriques, etc. On voit se combler l'abîme qui, au point de vue de la culture, séparait la ville et les campagnes.

Telles sont les principales réalisations des travailleurs quant à l'amélioration de leur situation matérielle, de leur vie, de leur culture.

A la faveur de ces réalisations, nous enregistrons pour la période écoulée :

a) Une augmentation du revenu national, de 35 milliards en 1930 à 50 milliards en 1933 ; ajoutons que la part des éléments capitalistes — concessionnaires compris — dans le revenu national, étant à l'heure actuelle inférieure à 0.5%, la presque totalité du revenu national est répartie entre les ouvriers et les employés, les paysans travailleurs, les coopératives et l'Etat ;

b) Un accroissement de la population de l'Union soviétique de 160,5

millions d'habitants, fin 1930, à 168 millions, fin 1933 ;

c) Une augmentation du nombre des ouvriers et des employés de 14.530.000 en 1930 à 21.883.000 en 1933 ; ajoutons que le nombre des travailleurs manuels a augmenté, pendant cette période, de 9.489.000 à 13.797.000 ; le nombre des ouvriers de la grande industrie, y compris ceux des transports, est passé de 5.079.000 à 6.882.000 ; le nombre des ouvriers agricoles, de 1.426.000 à 2.519.000, et le nombre des ouvriers et des employés occupés dans le commerce, de 814.000 à 1.497.000 ;

d) Une augmentation du fonds de salaires des ouvriers et des employés, de 13 milliards 597 millions de roubles en 1930 à 34 milliards 280 millions de roubles en 1933 ;

e) Une augmentation de la moyenne du salaire annuel pour les ouvriers d'industrie, de 991 roubles en 1930 à 1.519 roubles en 1933 ;

f) Une augmentation du fonds des assurances sociales des ouvriers et des employés, de 1 milliard 810 millions en 1930 à 4 milliards 610 millions de roubles en 1933 ;

g) L'adoption de la journée de 7 heures pour toute l'industrie de surface ;

h) L'aide donnée aux paysans par l'Etat, qui a organisé à leur intention 2.860 stations de machines et de tracteurs, et investi à cet effet 2 milliards de roubles ;

i) L'aide de l'Etat aux paysans, sous forme de crédits accordés aux kolkhoz pour une somme de 1 milliard 600 millions de roubles ;

j) L'aide de l'Etat aux paysans, sous forme de prêt de céréales pour les semences et l'alimentation, prêt qui, pour la période écoulée,

s'élève à 262 millions de pouds de grains ;

k) L'aide de l'Etat aux petits paysans sous forme de dégrèvement d'impôts et de dispense de versements aux assurances pour une somme de 370 millions de roubles.

En ce qui concerne le développement culturel, voici ce que nous enregistrons pour la période écoulée :

a) Introduction dans toute l'U.R.S.S. de l'instruction primaire obligatoire ; augmentation du pourcentage de personnes sachant lire et écrire, de 67% fin 1930 à 90% fin 1933.

b) Augmentation du nombre des élèves dans les écoles de tous degrés, de 14.358.000 en 1929 à 26.419.000, en 1933 ; notamment, pour l'instruction primaire, de 11.697.000 à 19.163.000 ; pour l'instruction secondaire, de 2.453.000 à 6.674.000 ; pour l'instruction supérieure de 207.000 à 491.000.

c) Augmentation du nombre des enfants recevant l'éducation préscolaire, de 838.000 en 1929 à 5.917.000 en 1933.

d) Augmentation du nombre des établissements d'enseignement supérieur, généraux et spéciaux, de 91 unités en 1914 à 600 en 1933.

e) Augmentation du nombre des instituts de recherches scientifiques, de 400 en 1929 à 840 en 1933.

f) Augmentation du nombre des clubs, de 32.000 en 1929 à 54.000 en 1933.

g) Augmentation du nombre des cinémas, installations cinématographiques dans les clubs et cinémas ambulants, de 9.800 en 1929 à 29.200 en 1933.

h) Augmentation du tirage des journaux, de 12.500.000 en 1929 à 36.500.000 en 1933.

Peut-être ne sera-t-il pas inutile de signaler que la proportion des ouvriers étudiant dans les établissements d'enseignement supérieur s'élève, chez nous, à 51,4%, et la proportion des paysans travailleurs à 16,5%, alors que, par exemple, en Allemagne, la proportion des ouvriers parmi les étudiants des établissements d'enseignement supérieur était pour l'année scolaire 1932-1933, de 3,2% et la proportion des petits paysans, de 2,4% seulement.

A noter comme un fait réconfortant et un signe du progrès de la culture au village, l'activité grandissante des femmes, membres des kolkhoz, dans le travail d'organisation sociale.

On sait, par exemple, que les femmes assurant la présidence des kolkhoz sont actuellement au nombre de 6.000 environ ; on compte parmi les membres des directions de kolkhoz, plus de 60.000 femmes ; chefs d'équipe, 28.000 ; organisatrices des groupes de travail, 100.000 ; 9.000 femmes sont chargées de diriger l'élevage dans les kolkhoz ; conductrices de tracteurs, 7.000.

Inutile de dire que ces renseignements sont incomplets. Mais le peu que renferment ces données témoigne avec assez d'évidence du grand essor culturel au village. Ce fait, camarades, a une énorme importance.

Cela, parce que les femmes forment la moitié de la population de notre pays ; qu'elles constituent une immense armée du travail ; qu'elles sont appelées à éduquer nos enfants, notre génération montante, c'est-à-dire notre avenir.

Voilà pourquoi nous ne pouvons admettre que cette immense armée de travailleuses végète dans les ténèbres de l'ignorance ! Voilà pourquoi nous devons saluer l'activité sociale grandissante des

femmes travailleuses et leur élévation aux postes de direction, comme un signe certain des progrès de notre culture. (Applaudissements prolongés.)

Enfin relevons encore un fait, négatif celui-là. Fait inadmissible, c'est que les «facultés» de pédagogie et de médecine sont toujours chez nous à l'état d'abandon. C'est une grande lacune, qui confine à la violation des intérêts de l'Etat. Il faut absolument combler cette lacune. Le plus tôt sera le mieux.

4. Le développement du commerce et des transports

Ainsi, nous enregistrons :

- a) Un accroissement de la production industrielle, y compris la production des articles de grande consommation ;
- b) Un accroissement de la production agricole ;
- c) Un accroissement des besoins et de la demande, venant des masses laborieuses de la ville et de la campagne, en ce qui concerne les denrées alimentaires et les articles manufacturés.

Que faut-il encore pour coordonner ces conditions et assurer à la masse des consommateurs les produits et les marchandises dont ils ont besoin ?

Certains camarades pensent qu'il suffit que ces conditions soient réunies pour que la vie économique du pays batte son plein. Erreur grave. On peut supposer que toutes ces conditions soient réunies ; mais si la marchandise n'arrive pas au consommateur, la vie économique, loin de battre son plein, sera au contraire dérangée et désorganisée à fond.

Il faut comprendre enfin que, au bout du compte, les marchandises ne sont pas fabriquées pour la production, mais pour la consommation.

Il nous est arrivé d'avoir des marchandises et des produits en assez grande quantité ; or non seulement ils ne parvenaient pas aux consommateurs, mais ils continuaient durant des années à traîner dans les méandres bureaucratiques de ce qu'on appelle le réseau distributeur des marchandises, loin du consommateur.

On comprend que, dans ces conditions, l'industrie et l'agriculture n'avaient plus rien qui les stimulât à voir s'élargir la production ; le réseau distributeur s'engorgeait, tandis que les ouvriers et les paysans restaient sans marchandises et sans produits.

Résultat : désorganisation de la vie économique du pays, malgré l'existence de stocks de marchandises et de denrées.

Pour que la vie économique du pays puisse battre son plein; pour que l'industrie et l'agriculture aient un stimulant dans le développement continu de leur production, il faut une autre condition encore, à savoir que les échanges soient très actifs entre la ville et la campagne, entre les différents rayons et régions du pays, entre les différentes branches de l'économie nationale.

Il faut que le pays soit couvert d'un réseau serré de dépôts, de magasins, de boutiques. Il faut que les marchandises circulent sans arrêt, affluent des lieux de production vers le consommateur, par le canal de ces dépôts, magasins et boutiques. Il faut faire participer à ce travail le réseau commercial de l'État et le réseau commercial coopératif, l'industrie locale, les kolkhoz et les paysans individuels.

C'est ce qui s'appelle, chez nous, le commerce soviétique sur une grande échelle, le commerce sans capitalistes, le commerce sans spéculateurs.

Comme vous le voyez, le développement du commerce soviétique est un problème de grande actualité, sans la solution duquel il est impossible d'aller de l'avant.

Et cependant, bien que cette vérité soit absolument évidente, le Parti a dû surmonter pendant la période écoulée nombre d'obstacles au développement du commerce soviétique. Obstacles dont on pourrait dire, pour être bref, qu'ils sont le résultat d'une entorse au cerveau chez certains communistes qui ne comprennent pas la nécessité et l'importance du commerce soviétique.

Ainsi, une partie des communistes gardent encore une attitude hautaine, dédaigneuse, envers le commerce en général, et envers le commerce soviétique en particulier.

Ces communistes, s'il est permis de les appeler ainsi, considèrent le commerce soviétique comme une chose secondaire, négligeable, et les travailleurs du commerce comme des hommes finis.

Ces gens-là ne comprennent évidemment pas que, par cette attitude hautaine à l'égard du commerce soviétique, ils n'expriment pas un point de vue bolchevik, mais un point de vue de chétifs aristocrates, ayant de grandes prétentions, mais peu de munitions. (Applaudissements.)

Ces gens ne comprennent pas que le commerce soviétique, c'est notre œuvre bien à nous, une œuvre bolchevique, et que les travailleurs du commerce, y compris les vendeurs, à la condition qu'ils travaillent honnêtement, sont les réalisateurs de notre œuvre révolutionnaire, bolchevique. (Applaudissements.)

On comprend que le Parti ait dû secouer un peu ces communistes, s'il est permis de les appeler ainsi ; quant à leurs préjugés d'aristocrates, il les a jetés dans la fosse à ordures.

(Applaudissements prolongés).

Il a fallu, ensuite, vaincre des préjugés d'un autre ordre. Je veux parler du bavardage gauchiste qui a cours chez une partie de nos militants. Ces derniers prétendent que notre commerce soviétique est une étape franchie ; qu'il nous faut organiser l'échange direct des produits ; que l'argent sera bientôt supprimé puisqu'il est devenu une simple monnaie de compte ; qu'il est inutile de développer le commerce puisque les échanges directs sont une question d'avenir immédiat.

A noter que ce bavardage gauchiste de petits bourgeois, qui fait le jeu des éléments capitalistes visant à faire échec au développement du commerce soviétique, a cours non seulement chez une partie des professeurs rouges, mais aussi parmi certains travailleurs du commerce.

Certes, il est lisible et plaisant de voir ces hommes —incapables d'organiser cette simple chose qu'est le commerce soviétique, — prétendre organiser ces choses plus complexes et plus difficiles que sont les échanges directs. Mais les don Quichottes s'appellent don Quichottes justement parce qu'ils sont dénués du sens élémentaire de la vie.

Ces hommes, aussi loin du marxisme que le ciel l'est de la terre, ne comprennent évidemment pas que l'argent subsistera longtemps encore chez nous, jusqu'à la fin du premier stade du communisme, du stade socialiste de développement.

Ils ne comprennent pas que l'argent est cet instrument de l'économie bourgeoise, que le pouvoir des Soviets a pris en main, qu'il a adapté aux intérêts du socialisme pour développer à fond le commerce soviétique et préparer ainsi les conditions de l'échange direct.

Ils ne comprennent pas que l'échange direct ne peut que venir à la

suite, être le résultat d'un commerce soviétique idéalement organisé, ce qui n'est pas le cas chez nous, loin de là, et ce qui ne se fera pas de sitôt. On conçoit que le Parti, désireux d'étendre le commerce soviétique, ait jugé nécessaire de secouer aussi ces anormaux de «gauche», et d'éparpiller au vent leurs bavardages petits-bourgeois.

Il a fallu en outre vaincre la mauvaise habitude qu'avaient les travailleurs du commerce de répartir les marchandises d'une façon purement mécanique ; il a fallu en finir avec leur attitude de dédain envers l'assortiment des marchandises et les besoins des consommateurs, en finir avec les expéditions irraisonnées de marchandises, avec le défaut de responsabilité personnelle dans le commerce. A cet effet on a établi des bases commerciales régionales et interrégionales, des dizaines de milliers de nouveaux magasins et kiosques.

On a dû supprimer ensuite le monopole des coopératives sur le marché; cela étant, on a fait obligation à tous les commissariats du peuple, d'organiser la vente de leurs propres marchandises ; au commissariat de l'Approvisionnement, de développer sur une large échelle la vente des produits agricoles, ce qui grâce à l'émulation a amené, d'une part, une amélioration du commerce dans les coopératives, et de l'autre, une baisse des prix sur le marché, l'assainissement de celui-ci.

On a multiplié le nombre des restaurants à prix réduits («alimentation publique») ; on a organisé dans les usines et les fabriques, des services de ravitaillement ouvrier dont on a exclu les éléments étrangers à l'entreprise. Ainsi, rien que dans le ressort du commissariat de l'Industrie lourde, on a rayé des listes de ravitaillement au moins 500.000 personnes.

On a organisé le fonctionnement d'une banque centralisée, unique, de crédit à court terme, la Banque d'Etat, avec 2.200 succursales de rayon, pour financer les opérations de commerce.

Ces mesures ont abouti, pendant la période écoulée, aux résultats suivants :

- a) Accroissement du nombre des magasins et des kiosques, de 184.662 unités en 1930 à 277.974 unités en 1933 ;
- b) Un réseau nouvellement constitué de dépôts de commerce régionaux au nombre de 1.011 unités et 864 dépôts interrégionaux ;
- c) Un réseau nouvellement constitué de services de ravitaillement ouvrier, au nombre de 1.600 unités ;
- d) Extension du réseau des magasins vendant le pain — en plus de la norme établie — à 330 villes actuellement ;
- e) Augmentation du nombre de restaurants de l'Alimentation publique, desservant à l'heure actuelle 19.800.000 consommateurs ;
- f) Accroissement du commerce coopératif et d'Etat, y compris les restaurants de l'Alimentation publique, de 18 milliards 900 millions de roubles en 1930 à 49 milliards de roubles en 1933.

Ce serait une erreur de croire que le commerce soviétique ainsi développé pût satisfaire aux besoins de notre économie. Au contraire. Il devient évident plus que jamais, que l'état actuel des échanges ne peut satisfaire à nos besoins. Aussi notre tâche est-elle de continuer à développer le commerce soviétique, d'y faire participer l'industrie locale, d'intensifier le commerce paysan et kolkhozien et de remporter de nouvelles victoires décisives, dans ce domaine de l'accroissement du commerce soviétique.

Notons cependant que nous ne pouvons nous borner à étendre le commerce soviétique. Si le développement de notre économie dépend du développement des échanges et du commerce soviétique,

ce dernier dépend à son tour du développement de nos transports, de nos transports par fer et par eau, ainsi que par automobile. Il peut se faire qu'il y ait des marchandises, qu'il soit tout à fait possible de développer le commerce, mais que les transports retardent sur le développement du commerce, qu'ils refusent de charger les expéditions.

On sait que ces choses-là sont fréquentes chez nous. Aussi les transports sont-ils ce point faible où pourrait buter et où d'ailleurs commence déjà à buter toute notre économie, et d'abord notre commerce.

Il est vrai que nos chemins de fer ont augmenté leur trafic de marchandises de 133,9 milliards de tonnes kilométriques en 1930, à 172 milliards en 1933. Mais c'est peu, trop peu pour nous, pour notre économie.

Les transports par eau ont augmenté leur trafic de marchandises de 45,6 milliards de tonnes kilométriques en 1930, à 59,9 milliards en 1933. Mais c'est peu, trop peu pour notre économie.

Je ne parle même pas des transports automobiles, dont le parc s'est accru, de 8.800 unités (camions et autos) en 1913, à 117.800 voitures à la fin de 1933. C'est si peu pour notre économie nationale qu'il est gênant d'en parler.

Il est hors de doute que tous ces modes de transport pourraient fonctionner bien mieux, si les organismes qui les dirigent n'étaient pas atteints d'une maladie bien connue, appelée méthode de gestion bureaucratique et paperassière.

C'est pourquoi, outre qu'il faut aider les transports, leur procurer hommes et crédits, il importe d'en finir dans les organismes de transport, avec l'attitude bureaucratique et paperassière envers le travail, et de les rendre plus efficaces.

Camarades, nous avons réussi à résoudre comme il faut les principaux problèmes de l'industrie ; et l'industrie ; aujourd'hui, se tient solidement sur ses jambes.

Nous avons également résolu de façon juste les principaux problèmes de l'agriculture ; et aujourd'hui l'agriculture, nous pouvons le dire tout net, se tient de même solidement sur ses jambes.

Mais nous pouvons perdre ces avantages, si notre commerce commence à boiter et si les transports sont un boulet à nos pieds. Aussi, développer le commerce et améliorer résolument les transports est un problème d'actualité immédiate, sans la solution duquel nous ne pouvons aller de l'avant.

III - LE PARTI

Je passe à la question du Parti.

Le présent congrès se tient sous le signe de la victoire complète du léninisme, sous le signe de la suppression des débris des groupements anti-léninistes.

Le groupe anti-léniniste des trotskistes est battu et dispersé. Maintenant ses organisateurs trament dans les arrière-cours des partis bourgeois à l'étranger.

Le groupe anti-léniniste des fauteurs de la déviation de droite est battu et dispersé. Ses organisateurs ont depuis longtemps renié leurs opinions, et maintenant ils s'efforcent par tous les moyens d'effacer leurs péchés devant le Parti.

[Les groupements à déviation nationaliste sont battus et dispersés.

Leurs organisateurs se sont ralliés définitivement à l'émigration interventionniste, ou bien ils ont fait amende honorable.

La majorité des partisans de ces groupes anti-révolutionnaires ont dû reconnaître la justesse de la ligne du Parti, et ont capitulé devant ce dernier.

Si, au XVe congrès, il fallait encore démontrer la justesse de la ligne du Parti et combattre certains groupements anti-léninistes ; si au XVIe congrès il fallait donner le coup de grâce aux derniers adeptes de ces groupements, il n'y a plus rien à démontrer à ce congrès, ni, je crois, personne à battre. Tout le monde se rend compte que la ligne du Parti a triomphé. (Tonnerre d'applaudissements.)

La politique d'industrialisation du pays a triomphé. Ses résultats sont aujourd'hui évidents pour chacun.

Que peut-on objecter à ce fait ?

La politique de liquidation du koulak et de collectivisation intégrale a triomphé.

Ses résultats sont également évidents pour chacun.

Que peut-on, objecter à ce fait ?

L'expérience de notre pays a prouvé que la victoire du socialisme est parfaitement possible dans un seul pays, pris isolément. Que peut-on objecter à ce fait ?

Il est évident que tous ces succès, et d'abord la victoire du plan quinquennal, ont définitivement démoralisé et réduit en poussière tous les groupements anti-léninistes, quels qu'ils soient.

Il faut reconnaître que maintenant le Parti est soudé en un tout,

comme il ne l'avait jamais été. (Vifs applaudissements prolongés.)

1. Questions de direction politique et idéologique

Est-ce à dire que la lutte soit terminée et que l'offensive ultérieure du socialisme doive être abandonnée comme chose superflue ?

Pas du tout.

Est-ce à dire que tout est pour le mieux dans le Parti, qu'on n'y verra plus se manifester aucune déviation, et que, par conséquent, nous pouvons maintenant nous endormir sur nos lauriers ?

Pas du tout.

Les ennemis du Parti, les opportunistes de tout poil, les fauteurs de déviations nationalistes de toute sorte, sont battus. Mais des restes de leur idéologie subsistent dans l'esprit de certains membres du Parti et se manifestent assez souvent.

On ne doit pas considérer le Parti comme quelque chose de détaché des hommes qui l'entourent. C'est dans cette ambiance que le Parti vit et agit. Rien d'étonnant que des tendances malsaines pénètrent assez souvent dans le Parti.

Et il y a, sans doute, en notre pays, un terrain pour de telles tendances, ne serait-ce que pour la raison qu'il existe encore chez nous, à la ville (comme à la campagne, certaines catégories sociales intermédiaires qui nourrissent ces tendances.

La XVIIe conférence de notre Parti a dit que l'une des tâches politiques essentielles du deuxième plan quinquennal était de «vaincre les survivances du capitalisme dans l'économie et dans la conscience des hommes. » Idée parfaitement juste.

Peut-on dire toutefois que nous ayons déjà vaincu toutes les survivances du capitalisme dans l'économie ?

Evidemment non. Encore moins peut-on dire que nous ayons vaincu les survivances du capitalisme dans la conscience des hommes.

Il est impossible de le dire, non seulement parce que la conscience des hommes est en retard sur leur situation économique, mais aussi parce que l'encerclement capitaliste est toujours là, qui s'efforce de ranimer et d'entretenir les survivances du capitalisme dans l'économie et la conscience des hommes en U.R.S.S., et contre lequel nous, bolcheviks, devons toujours garder notre poudre sèche.

On comprend que ces survivances ne peuvent pas ne pas offrir un terrain favorable pour ranimer dans l'esprit de certains membres de notre Parti, l'idéologie des groupes anti-léninistes battus.

Ajoutez à cela le niveau théorique pas très élevé de la majorité de nos adhérents, le faible travail idéologique des organismes du Parti, le fait que nos militants du Parti sont surchargés de travail purement pratique, qui ne leur permet pas de compléter leur bagage théorique, — et vous comprendrez d'où vient chez certains membres du Parti cette confusion dans telles ou telles questions du léninisme.

Confusion qui s'introduit souvent dans notre presse, et contribue à faire revivre les vestiges de l'idéologie des groupes anti-léninistes battus.

C'est pour cette raison que l'on ne peut dire que la lutte soit terminée, et que la politique d'offensive du socialisme ne soit plus nécessaire.

On pourrait prendre tout un ensemble de questions du léninisme, et s'en servir pour démontrer à quel point sont encore vivaces, chez certains membres du Parti, les vestiges de l'idéologie des groupes

anti-léninistes battus.

Prenons, par exemple, la construction de la société socialiste sans classes. La XVII^e conférence du Parti a dit que nous allons vers la création d'une société socialiste sans classes.

Il est évident que la société sans classes ne peut venir, pour ainsi dire, spontanément. Il faut la conquérir et la bâtir par les efforts de tous les travailleurs, en renforçant les organismes de la dictature du prolétariat, en développant la lutte de classes, en supprimant les classes, en liquidant les restes des classes capitalistes, en luttant contre l'ennemi aussi bien intérieur qu'extérieur.

La chose est claire, je pense.

Et cependant nul n'ignore que l'énoncé de cette thèse limpide et élémentaire du léninisme a engendré une assez grande confusion dans les cerveaux et fait naître des tendances malsaines chez certains de nos membres du Parti.

La thèse — donnée par nous comme un mot d'ordre — de notre marche en avant vers une société sans classes, ils l'ont comprise comme un processus spontané.

Et ils raisonnaient ainsi : puisque c'est la société sans classes, c'est que l'on peut atténuer la lutte de classes, relâcher la dictature du prolétariat et, en général, en finir avec l'Etat qui, de toute façon, doit disparaître prochainement.

Et ils étaient aux anges à l'idée que bientôt il n'y aurait plus de classes ; par conséquent, plus de lutte de classes ; par conséquent, plus de soucis, ni d'alarmes ; par conséquent, on peut déposer les armes et aller se coucher dans l'attente de l'avènement de la société sans classes. (Rire général.)

Il n'est pas douteux que cette confusion dans les cerveaux et cet état d'esprit ressemblent, comme deux gouttes d'eau, à certains points de vue des fauteurs de la déviation de droite, d'après lesquels le vieil ordre de choses doit s'intégrer spontanément dans le nouveau et nous devons un beau jour nous trouver, insensiblement, en pleine société socialiste.

Comme vous le voyez, les vestiges de l'idéologie des groupes anti-léninistes battus peuvent très bien se ranimer ; ils sont encore loin d'avoir perdu de leur vitalité.

Il est évident que si cette confusion d'idées et ces tendances non bolcheviques s'emparaient de la majorité de notre Parti, ce dernier se trouverait démobilisé et désarmé.

Considérons ensuite l'artel et la commune agricoles. Tous reconnaissent aujourd'hui que l'artel, dans les conditions présentes, est la seule forme juste du mouvement kolkhozien.

Et cela se conçoit parfaitement : a) l'artel allie rationnellement les intérêts personnels, quotidiens, des kolkhoziens avec leurs intérêts collectifs ; b) l'artel adapte judicieusement les intérêts personnels et quotidiens aux intérêts collectifs, facilitant ainsi l'éducation du paysan individuel d'hier dans l'esprit collectiviste.

A la différence de l'artel où seuls les moyens de production sont collectivisés, dans les communes étaient collectivisés, jusqu'à ces derniers temps, non seulement les moyens de production, mais encore le foyer de tous les membres de la commune, c'est-à-dire qu'à la différence des membres de l'artel, ils ne possédaient, personnellement, ni volaille, ni petit bétail, ni vache, ni céréales, ni terrain attenant à la maison.

Cela veut dire que dans les communes les intérêts personnels, les intérêts quotidiens des membres étaient moins pris en considération,

moins alliés aux intérêts collectifs, qu'étouffés par ces derniers au profit d'un égalitarisme petit-bourgeois. Il est clair que c'est là le point le plus faible des communes.

Et c'est ce qui explique, en somme, que les communes ne sont pas très répandues, et qu'on ne les trouve que par unités ou dizaines.

C'est pour cette raison aussi que les communes ont été obligées, pour se maintenir, pour ne pas se disloquer, de renoncer à la collectivisation des objets de consommation et de tout ce qui est destiné à l'usage personnel ou familial ; elles commencent à compter par journées de travail, à distribuer des céréales pour l'usage personnel ; elles admettent la propriété personnelle de la volaille, du petit bétail, d'une vache, etc.

Il s'ensuit donc que les communes sont en fait passées à l'état d'artels. Et il n'y a là rien de mal : l'intérêt d'un développement vigoureux du mouvement kolkhozien de masse l'exige.

Cela ne signifie évidemment pas que la commune ne soit plus nécessaire en général, qu'elle ne soit plus la forme supérieure du mouvement kolkhozien.

Non, la commune est nécessaire ; elle est assurément la forme supérieure du mouvement kolkhozien. Pas la commune actuelle, à technique arriérée, pauvre en produits et qui passe d'elle-même à l'état d'artel, mais la commune future, qui naîtra alors que la technique sera plus développée et les produits abondants.

La commune agricole actuelle est née alors que la technique était peu développée et les produits insuffisants.

C'est ce qui explique, en somme, qu'elle ait pratiqué le nivellement et négligé les intérêts personnels quotidiens de ses membres. C'est ce qui l'oblige à passer aujourd'hui à l'état d'artel, où s'harmonisent

raisonnablement les intérêts personnels et collectifs des kolkhoziens. L'artel développée et aisée donnera naissance à la commune future. La commune agricole de demain naîtra lorsque les champs et les fermes de l'artel regorgeront de céréales, de bétail, de volailles, de légumes et de produits de toute sorte ; lorsque l'artel ouvrira des lavoirs mécaniques, des cuisines et des réfectoires modernes, des usines de panification, etc. ; lorsque le kolkhozien verra qu'il lui est plus avantageux de prendre la viande et le lait à la ferme du kolkhoz, que d'élever sa vache et son petit bétail ; lorsque la kolkhozienne verra qu'il lui est plus avantageux de prendre ses repas au réfectoire, de prendre son pain à l'usine de panification et de faire laver son linge au lavoir public, que de s'occuper de ces choses elle-même. La commune de demain naîtra sur la base d'une technique et d'une artel plus développées, à la faveur de l'abondance des produits.

Quand cela sera-t-il ? Pas de sitôt, évidemment. Mais cela sera.

Il serait criminel de hâter artificiellement le processus de transformation de l'artel en commune future. Cela brouillerait les cartes et cela ferait le jeu de nos ennemis. Le processus de transformation de l'artel en commune future doit se faire graduellement, au fur et à mesure que tous les kolkhoziens se convaincront de la nécessité de cette transformation.

Voilà ce qu'il en est de l'artel et de la commune.

La question, semble-t-il, est limpide, presque élémentaire.

Et pourtant, chez certains membres du Parti, il existe une confusion extrême sur ce point. Ils pensent qu'en déclarant l'artel principale forme du mouvement kolkhozien, le Parti s'est éloigné du socialisme, a rétrogradé la commune, forme supérieure du mouvement kolkhozien, vers une forme inférieure. Pourquoi ? je vous le demande.

Parce que, voyez-vous, il n'y a pas d'égalité dans l'artel où l'on maintient les différences de besoins et de vie personnelle chez ses membres, tandis que dans la commune il y a égalité, puisque les besoins et la vie personnelle de ses membres sont égalisés.

Mais tout d'abord, il n'y a plus chez nous de communes où régnerait l'égalisation, le nivellement des besoins et de la vie personnelle. La pratique a montré que les communes auraient péri à coup sûr, si elles n'avaient pas renoncé au nivellement et n'étaient passées, en fait, à l'état d'artel.

Par conséquent, inutile d'invoquer ce qui n'existe plus. Deuxièmement, chaque léniniste sait, si tant est qu'il soit un léniniste véritable, que le nivellement des besoins et de la vie personnelle est une, stupidité petite-bourgeoise réactionnaire, digne de quelque secte primitive d'ascètes, mais non d'une société socialiste, organisée à la manière marxiste.

On ne saurait en effet exiger des hommes qu'ils aient tous les mêmes besoins et les mêmes goûts, que dans leur vie personnelle ils adoptent un standard unique.

Et enfin, est-ce que chez les ouvriers ne subsistent pas des différences tant dans leurs besoins que dans leur manière de vivre ? Cela signifie-t-il que les ouvriers sont plus loin du socialisme que les membres des communes agricoles ?

Ces gens pensent, apparemment, que le socialisme exige l'égalisation, l'égalitarisme, le nivellement des besoins et de la vie personnelle des membres de la société. Inutile de dire que cette hypothèse n'a rien de commun avec le marxisme, avec le léninisme.

Par égalité le marxisme entend, non pas le nivellement des besoins personnels et de la manière de vivre, mais la suppression des classes, c'est-à-dire : a) libération égale de tous les travailleurs de

l'exploitation, une fois les capitalistes renversés et expropriés ; b) abolition égale pour tous de la propriété privée des moyens de production, une fois qu'ils sont devenus la propriété de toute la société ; c) obligation égale pour tous de travailler selon leurs capacités, et droit égal pour tous les travailleurs d'être rétribués selon leur travail (société socialiste) ; d) obligation égale pour tous de travailler selon leurs capacités, et droit égal pour tous les travailleurs de recevoir selon leurs besoins (société communiste).

Et le marxisme part de ce principe que les goûts et les besoins, des hommes ne sont pas et ne peuvent pas être identiques et égaux, en qualité ou en quantité, ni en période de socialisme, ni en période de communisme.

Telle est la conception marxiste de l'égalité.

Le marxisme n'a jamais reconnu ni ne reconnaît d'autre égalité.

En déduire que le socialisme exige l'égalitarisme, l'égalisation, le nivellement des (besoins des membres de la société, le nivellement de leurs goûts et de leur vie personnelle ; que, d'après le plan des marxistes, tous doivent porter le même costume et prendre des repas identiques, en même quantité, — c'est dire des platitudes et calomnier le marxisme.

Il est temps de comprendre que le marxisme est l'ennemi du nivellement. Marx et Engels, déjà dans le Manifeste du Parti communiste, flétrissaient le socialisme primitif, utopique, le qualifiant de réactionnaire, parce qu'il prêchait «un ascétisme général et un égalitarisme grossier». Dans son Anti-Dühring, Engels a consacré tout un chapitre à la critique cinglante du «socialisme radical égalitaire» de Dühring, opposé au socialisme marxiste.

Ce qu'il y a véritablement dans la revendication prolétarienne de l'égalité disait Engels, c'est la revendication de la suppression des

classes. Toute revendication égalitaire qui va au delà aboutit nécessairement à l'absurde.

Lénine dit de même :

Engels avait mille fois raison d'écrire que : concevoir l'égalité en dehors de la suppression des classes est un préjugé stupide et absurde. Les professeurs bourgeois, à propos de cette conception de l'égalité, ont essayé de nous accuser de vouloir rendre les hommes égaux entre eux. Ils ont essayé d'imputer aux socialistes cette ineptie, qu'ils avaient eux-mêmes inventée. Mais, ignorants comme ils étaient, ils ne savaient pas que les socialistes et justement les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Mark et Engels, avaient dit : l'égalité est une phrase creuse, si l'on n'entend pas par égalité la suppression des classes. Nous voulons supprimer les classes, et dans ce sens nous sommes pour l'égalité. Mais prétendre que nous rendrons tous les hommes égaux entre eux, c'est une phrase creuse et une invention stupide d'intellectuel. (Discours de Lénine : «Comment on trompe le peuple avec les mots d'ordre de liberté et d'égalité», t. XXIV, pp. 293-294, éd. russe.)

C'est clair, je pense.

Les écrivains bourgeois représentent volontiers le socialisme marxiste comme une ancienne caserne tsariste, où tout est subordonné au «principe» du nivellement. Mais les marxistes ne peuvent pas être tenus pour responsables de l'ignorance et de la stupidité des écrivains bourgeois.

Il est hors de doute que chez certains membres du Parti cette confusion d'idées quant au socialisme marxiste et cet engouement pour les tendances égalitaires des communes agricoles, ressemblent comme deux gouttes d'eau aux opinions petites-bourgeoises de nos brouille-tout gauchistes, qui, dans leur idéalisation des communes agricoles, sont allés, à un moment donné, jusqu'à tenter

l'organisation de communes dans les usines et fabriques, où les ouvriers, qualifiés et non qualifiés, travaillant chacun dans sa spécialité, devaient verser leurs salaires à la caisse commune et toucher ensuite une part égale. On sait quel tort ont fait à notre industrie ces expériences puérides de nivellement tentées par les brouille-tout de «gauche.»

Vous voyez que les vestiges de l'idéologie des groupes battus, hostiles au Parti, sont encore très vivaces.

Il est clair que si ces opinions gauchistes avaient triomphé dans le Parti, celui-ci aurait cessé d'être marxiste et le mouvement kolkhozien aurait été complètement désorganisé.

Ou, bien prenons, par exemple, le mot d'ordre : «Donnons l'aisance à tous les kolkhoziens». Ce mot d'ordre ne concerne pas seulement les kolkhoziens. Mais encore plus les ouvriers, puisque nous voulons donner l'aisance à tous les ouvriers, nous voulons qu'ils mènent une vie aisée et parfaitement cultivée.

La chose est claire, je pense.

C'était bien la peine de renverser le capitalisme en octobre 1917 et d'édifier le socialisme pendant des années, si nous n'obtenions pas que les hommes vivent chez nous dans l'abondance. Le socialisme ne signifie pas misère et privations, mais suppression de la misère et des privations, organisation d'une vie aisée et cultivée pour tous les membres de la société.

Or, ce mot d'ordre limpide et en somme élémentaire, a suscité nombre de malentendus, la confusion, un brouillamini chez certains membres de notre Parti. N'est-ce pas là, demandent-ils, revenir à l'ancien mot d'ordre, repoussé par le Parti : «Enrichissez-vous» ? Si tout le monde devient aisé, ajoutent-ils, et que les paysans pauvres cessent d'exister, sur qui donc nous, les bolcheviks, nous appuierons-

nous dans notre action ? Comment allons-nous travailler sans paysans pauvres ?

C'est peut-être ridicule, mais que ces opinions naïves et anti-léninistes existent chez certains membres du Parti, c'est un fait indéniable qu'on ne saurait négliger.

Ces gens-là ne comprennent sans doute pas qu'un abîme sépare le mot d'ordre : «Enrichissez-vous» du mot d'ordre «Donner l'aisance à tous les kolkhoziens. »

D'abord ne peuvent s'enrichir que certains individus ou groupes, tandis que le mot d'ordre de vie aisée concerne, non des individus ou des groupes, mais tous les kolkhoziens.

Et puis certains individus ou groupes s'enrichissent pour se soumettre les autres hommes et les exploiter, alors que le mot d'ordres de vie aisée de tous les kolkhoziens, les moyens de production étant collectivisés dans les kolkhoz, exclut toute possibilité d'exploitation des uns par les autres.

Troisièmement, le mot d'ordre «Enrichissez-vous» fut lancé au stade initial de la Nep, lorsque le capitalisme se rétablissait partiellement ; que les koulaks étaient en force ; que l'économie paysanne individuelle prédominait dans le pays, et que l'économie kolkhozienne n'existait qu'à l'état embryonnaire.

Tandis que le mot d'ordre «Donner l'aisance à tous les kolkhoziens» est lancé au, dernier stade de la Nep, lorsque les éléments capitalistes sont supprimés dans l'industrie, les koulaks battus à la campagne, l'économie paysanne individuelle refoulée à l'arrière-plan, et les kolkhoz devenus la forme prédominante dans l'agriculture.

Sans compter que le mot d'ordre «Donner l'aisance à tous les

kolkhoziens» n'est pas formulé isolément, mais en liaison étroite avec le mot d'ordre «Rendre les kolkhoz bolcheviks».

N'est-il pas clair que le mot d'ordre «Enrichissez-vous» était au fond un appel à la restauration du capitalisme, alors que le mot d'ordre «Donner l'aisance à tous les kolkhoziens» est un appel pour porter le coup de grâce aux derniers vestiges du capitalisme, en augmentant la puissance économique des kolkhoz et en faisant de tous les kolkhoziens des travailleurs aisés. (Des voix : Très bien !)

N'est-il pas clair qu'entre ces mots d'ordre ; il n'y a et il ne peut y avoir rien de commun ? (Des voix : Très bien !)

Quant à cette idée que sans éléments pauvres on ne saurait concevoir ni travail bolchevik, ni socialisme, c'est une telle sottise qu'il est même gênant d'en parler.

Les léninistes s'appuient sur les couches pauvres, quand il y a éléments capitalistes et couches pauvres exploitées par les capitalistes.

Mais quand les éléments capitalistes sont anéantis, et les éléments pauvres, affranchis de l'exploitation, la tâche des léninistes n'est pas de fixer, de maintenir la pauvreté et les pauvres — les (conditions qui les engendraient ayant été supprimées — mais de supprimer la pauvreté et d'élever les pauvres au niveau d'une vie d'aisance.

Il serait stupide de croire que le socialisme puisse être édifié sur la base de la misère et des privations, en restreignant les besoins personnels et en abaissant le niveau de vie des hommes au niveau de vie des couches pauvres, lesquelles d'ailleurs ne veulent plus elles-mêmes rester pauvres, et marchent à grandes enjambées vers l'aisance.

Qui a besoin d'un pareil socialisme, s'il est permis de l'appeler

ainsi ? Cela ne serait pas du socialisme, mais une caricature du socialisme. Le socialisme ne peut être édifié que si les forces productives de la société se développent vigoureusement ; s'il y a abondance de produits et de marchandises ; quand les travailleurs mènent une vie aisée et que la culture monte impétueusement.

Car le socialisme, le socialisme marxiste, ne signifie pas compression des besoins individuels, mais leur extension et leur complet épanouissement ; non point limitation ni refus de les satisfaire, mais satisfaction pleine et entière de tous les besoins des travailleurs éclairés.

Il n'est pas douteux que cette confusion chez certains membres du Parti, en ce qui concerne la pauvreté et l'aisance ne soit un reflet des idées de nos brouille-tout gauchistes, qui idéalisent les paysans pauvres comme l'appui éternel du bolchévisme en toutes circonstances, et considèrent les kolkhoz comme l'arène d'une lutte de classes acharnée.

Là aussi, vous voyez que les vertiges de l'idéologie des groupes battus et hostiles au Parti gardent encore leur vitalité.

Il est évident que si ces idées baroques avaient triomphé dans notre Parti, les kolkhoz n'auraient pas eu les succès de ces deux dernières années, et ils se seraient rapidement désagrégés.

Ou bien prenons par exemple la question nationale. Ici également, dans la question nationale comme en d'autres questions, certains membres du Parti montrent une confusion d'idées, qui représente un certain danger. J'ai parlé de la vitalité des survivances du capitalisme.

Notez que ces survivances dans la conscience des hommes sont bien, plus vivaces dans la question nationale que dans toute autre.

Vivaces, parce qu'elles peuvent se dissimuler sous le costume national. Beaucoup pensent que la déchéance de Skrypnik est un cas isolé, une exception à la règle. C'est, faux. La déchéance de Skrypnik et de son groupe en Ukraine n'est pas une exception. On observe de ces entorses chez, certains camarades d'autres Républiques nationales.

Que signifie la déviation vers le nationalisme, qu'il s'agisse de la déviation vers le nationalisme grand-russe ou de la déviation vers le nationalisme local, il n'importe ?

La déviation vers le nationalisme, c'est une adaptation de la politique internationaliste de la classe ouvrière à la politique nationaliste de la bourgeoisie. La déviation vers le nationalisme reflète les tentatives de sa «propre» bourgeoisie «nationale» pour saper le régime soviétique et rétablir le capitalisme.

Ces deux déviations, comme vous le voyez, ont la même source.

C'est l'abandon de l'internationalisme léniniste. Si vous voulez diriger les feux sur ces déviations, il faut frapper avant tout à la source, sur ceux qui abandonnent l'internationalisme, qu'il s'agisse de la déviation vers le nationalisme local ou de la déviation vers le nationalisme grand-russe, il n'importe. (Vifs applaudissements.)

On discute pour savoir laquelle de ces déviations représente le principal danger, la déviation vers le nationalisme grand-russe ou la déviation vers le nationalisme local ?

Dans les conditions présentes, c'est une discussion toute formelle et, par conséquent, vaine. Il serait stupide de donner une recette toute faite sur le danger principal ou secondaire, une recette bonne pour tous les temps et toutes les conditions. Ces recettes-là n'existent pas dans la réalité.

Le principal danger est représenté par la déviation que l'on a cessé de combattre et à laquelle on a ainsi permis de se développer jusqu'aux proportions d'un danger pour l'Etat. (Applaudissements prolongés.)

Tout récemment encore, la déviation vers le nationalisme ukrainien ne représentait pas, en Ukraine, le principal danger; mais quand on cessa de la combattre, quand on lui permit de se développer jusqu'à faire bloc avec les interventionnistes, cette déviation devint le principal danger.

Le problème du principal danger dans la question nationale ne se résout pas par des discussions vaines et toutes formelles, mais par une analyse marxiste de la situation, à chaque moment donné, et par l'étude des fautes commises dans ce domaine.

Il faut en dire autant de la déviation de droite et de «gauche» en politique générale.

Comme dans les autres domaines, il y a là une assez grande confusion d'idées chez certains membres de notre Parti. Parfois, en combattant la déviation de droite, on néglige la déviation de «gauche», et on affaiblit la lutte contre celle-ci parce qu'on la considère comme pas ou peu dangereuse. C'est là une grave, une dangereuse erreur.

C'est une concession à la déviation de «gauche» inadmissible pour un membre du Parti. D'autant plus inadmissible que, ces derniers temps, les «gauches» ont glissé définitivement vers les positions des droitiers, dont rien ne les distingue plus quant au fond.

Nous avons toujours dit que les «gauches» étaient ces mêmes droitiers qui masquaient leur politique de droite par des phrases gauchistes. Aujourd'hui, les «gauches» eux-mêmes confirment nos dires. Prenez le Bulletin trotskiste de l'an dernier. Qu'exigent

messieurs les trotskistes ? Qu'écrivent-ils ? En quoi consiste leur programme de «gauche» ?

Ils demandent : la dissolution des sovkhos, parce que de mauvais rapport ; la dissolution de la plus grande partie des kolkhoz, parce que fictifs ; l'abandon de la politique de liquidation des koulaks ; le retour à la politique des concessions et la remise en concession de toute une série de nos entreprises industrielles, parce que de mauvais rapport.

Tel est le programme des méprisables poltrons et capitulards, le programme contre-révolutionnaire de restauration du capitalisme en U.R.S.S.

En quoi diffère-t-il du programme des éléments d'extrême-droite ? En rien, évidemment. Les «gauches» se sont donc ralliés ouvertement au programme contre-révolutionnaire des droitiers, afin de faire bloc avec eux et d'engager en commun la lutte contre le Parti.

Comment peut-on dire après cela que les «gauches» ne sont pas ou sont peu dangereux ? N'est-il pas évident que les gens qui tiennent ces propos incohérents portent l'eau au moulin des ennemis jurés du léninisme ?

Vous voyez qu'ici encore, en ce qui concerne les déviations de la ligne du Parti, qu'il s'agisse de déviations en politique générale ou dans la question nationale, peu importe, les survivances du capitalisme dans la conscience des hommes, y compris certains membres de notre Parti, sont assez vivaces.

Voilà quelques-unes des questions sérieuses et actuelles de notre travail politique et idéologique, à propos desquelles il existe, chez certains éléments de notre Parti, incompréhension, confusion, voire un écart manifeste vis-à-vis du léninisme. Et ce ne sont pas les

seules questions permettant d'illustrer la confusion des idées chez certains membres du Parti.

Peut-on dire après cela que tout va pour le mieux dans notre Parti ?

Evidemment non.

Nos tâches quant au travail politique et idéologique sont :

1. Elever le niveau théorique du Parti à la hauteur voulue ;
2. Accentuer le travail idéologique à tous les échelons du Parti ;
3. Faire une propagande inlassable du léninisme dans les rangs du Parti ;
4. Eduquer les organisations du Parti et les militants actifs sans-parti qui les entourent, dans l'esprit de l'internationalisme léniniste ;
5. Ne pas dissimuler, mais critiquer hardiment les écarts de certains camarades envers le marxisme-léninisme ;
6. Démasquer systématiquement l'idéologie et les vestiges de l'idéologie des courants hostiles au léninisme.

2. Les problèmes de direction en matière d'organisation

J'ai parlé de nos succès.

J'ai parlé du triomphe de la ligne du Parti tant en ce qui concerne l'économie nationale et la culture, qu'en ce qui concerne l'élimination des groupements anti-léninistes dans le Parti. J'ai dit la portée historique et mondiale de notre victoire.

Cela ne veut pas dire cependant que la victoire ait été remportée partout et en tout, ni que tous les problèmes aient été résolus.

Pareils succès et victoires n'existent pas en général. Il nous reste encore bien des questions à résoudre et toutes sortes de lacunes à

combler. Nous avons encore à trancher une foule de questions. Mais cela veut dire indéniablement que la plus grande partie des problèmes urgents, immédiats, ont été résolus avec succès. Et dans ce sens l'immense victoire de notre Parti ne saurait être mise en doute.

La question se pose : Comment cette victoire a-t-elle été gagnée pratiquement, au prix de quelle lutte, de quels efforts ?

D'aucuns pensent qu'il suffit d'élaborer une juste ligne du Parti, de la proclamer hautement, de l'exposer sous forme de thèses et résolutions générales, et de l'adopter à l'unanimité pour que la victoire vienne d'elle-même, pour ainsi dire spontanément.

C'est faux évidemment.

C'est une grande erreur. Seuls des bureaucrates et des paperassiers incorrigibles peuvent penser ainsi. En réalité ces succès et ces victoires n'ont pas été remportés spontanément, mais dans une lutte acharnée pour l'application de la ligne du Parti. La victoire ne vient jamais d'elle-même ; ordinairement on l'arrache.

De bonnes résolutions, des déclarations en faveur de la ligne générale du Parti, ce n'est qu'un début : elles ne signifient que le désir de vaincre et non la victoire elle-même.

Après qu'une juste ligne, une juste solution du problème a été donnée, le succès dépend du travail d'organisation, de l'organisation de la lutte pour l'application pratique de la ligne du Parti, du choix judicieux des hommes, du contrôle de l'exécution des décisions adoptées par les organismes dirigeants.

Sans cela, la ligne juste du Parti et les justes décisions risquent d'être sérieusement compromises. Bien plus : la ligne politique juste une fois donnée, c'est le travail d'organisation qui décide de tout, y

compris du sort de la ligne politique elle-même, de sa réalisation ou de son échec.

En réalité, la victoire a été remportée et gagnée par une lutte systématique et acharnée contre les difficultés de toute sorte, qui s'opposaient à l'application de la ligne du Parti ; en surmontant ces difficultés, en mobilisant à cet effet le Parti et la classe ouvrière, en organisant la lutte, en destituant les militants inaptes et en en choisissant de meilleurs, capables de mener cette lutte contre les difficultés.

Quelles sont ces difficultés, et où résident-elles ?

Ce sont les difficultés de notre travail d'organisation, les difficultés de notre direction en matière d'organisation.

Elles résident en nous-mêmes, dans nos militants dirigeants, dans nos organisations, dans l'appareil de nos organisations du Parti, des Soviets, des organisations économiques, syndicales, des Jeunesses communistes et autres organisations.

Il faut comprendre que la force et l'autorité de nos organisations du Parti, de nos organisations soviétiques, économiques et autres, ainsi que de leurs dirigeants, ont grandi dans une proportion inconnue jusque-là.

Et c'est justement pour cette raison que tout maintenant, ou presque tout, dépend de leur travail.

On ne saurait invoquer de prétendues conditions objectives. Après que la justesse de la ligne politique du Parti a été confirmée par l'expérience de plusieurs années, et que la volonté des ouvriers et des paysans de soutenir cette ligne ne fait plus de doute, le rôle des conditions dites objectives se trouve réduit au minimum, tandis que le rôle de nos organisations et de leurs dirigeants est devenu décisif,

exceptionnel. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que la responsabilité pour les lacunes et les défauts de notre travail revient aujourd'hui, pour les neuf dixièmes, non aux conditions «objectives», mais à nous-mêmes, à nous seuls.

Nous comptons dans le Parti plus de 2 millions de membres et de candidats. Nous comptons dans les Jeunesses communistes plus de 4 millions de membres et de candidats. Nous avons plus de 3 millions de correspondants ouvriers et paysans.

La société d'encouragement à la défense contre la guerre aérienne et chimique compte plus de 12 millions de membres. Les syndicats, plus de 17 millions d'adhérents. C'est à ces organisations que nous devons nos succès.

Et si, tout en ayant ces organisations et ces possibilités qui facilitent nos succès, nous enregistrons maints défauts et lacunes dans le travail, la faute en est uniquement à nous, à notre travail d'organisation, à notre mauvaise direction en matière d'organisation.

Le bureaucratisme et la paperasserie de l'appareil d'administration; les bavardages sur la «direction en général» au lieu d'une direction vivante et concrète; la structure fonctionnelle des organisations [c'est-à-dire le cloisonnement entre les différents services d'une même direction] et l'absence de responsabilité personnelle; le défaut de responsabilité dans le travail et le nivellement du système des salaires; l'absence d'un contrôle systématique de l'exécution des décisions prises, la peur de l'autocritique: voilà les sources de nos difficultés, voilà où des difficultés résident aujourd'hui.

Il serait naïf de croire que ces difficultés puissent être vaincues au moyen de résolutions et de décisions. Il y a longtemps que les bureaucrates et les paperassiers excellent à proclamer en paroles leur fidélité aux décisions du Parti et du gouvernement, et à les enfouir, en fait, dans les tiroirs. Pour vaincre ces difficultés, il fallait liquider

le retard de notre travail d'organisation par rapport aux exigences de la ligne politique du Parti ; il fallait élever le niveau de la direction, en matière d'organisation, dans toutes les sphères de l'économie nationale, au niveau de la direction politique; il fallait faire en sorte que notre travail d'organisation assurât la mise en pratique des mots d'ordre politiques et des décisions du Parti.

Pour vaincre ces difficultés et remporter des succès, il fallait organiser la lutte, y entraîner les masses ouvrières et paysannes ; il fallait mobiliser le Parti lui-même ; il fallait éliminer du Parti et des organisations économiques les éléments douteux, instables, dégénérés.

Que fallait-il pour cela ?

Il nous fallait :

1. Développer l'autocritique et dénoncer les défauts de notre travail ;
2. Mobiliser pour la lutte contre les difficultés les organisations du Parti, des Soviets, des organisations économiques, syndicales et des Jeunesses communistes ;
3. Mobiliser les masses ouvrières et paysannes dans la lutte pour l'application des mots d'ordre et des décisions du Parti et du gouvernement ;
4. Développer l'émulation et le travail de choc parmi les travailleurs ;
5. Etablir un large réseau de sections politiques dans les S.M.T. et dans les sovkhoz, et rapprocher du village la direction du Parti et des Soviets ;
6. Décentraliser les commissariats du peuple, les grandes administrations et les trusts, et rapprocher la direction économique des entreprises ;
7. Supprimer le défaut de responsabilité dans le travail et liquider le nivellement des salaires ;

8. Supprimer le «système fonctionnel», renforcer la responsabilité personnelle et s'orienter vers la suppression des collèges de gestion ;
9. Renforcer le contrôle de l'exécution et procéder, dans ce sens, à la réorganisation de la Commission centrale de contrôle et de l'Inspection ouvrière et paysanne ;
10. Rapprocher de la production les techniciens qualifiés actuellement occupés dans les bureaux ;
11. Dénoncer les bureaucrates et paperassiers incorrigibles et les éliminer de l'appareil de gestion ;
12. Relever de leurs postes ceux qui violent les décisions du Parti et du gouvernement et aussi les bourreurs de crâne et les bavards, et les remplacer par des hommes nouveaux, des hommes d'action, capables d'assurer la direction concrète du travail qui leur est confié, et de raffermir la discipline dans le Parti et les administrations soviétiques ;
13. Epurer les organisations économiques et soviétiques et en réduire le personnel ;
14. Enfin, éliminer du Parti les éléments douteux et dégénérés.

Voilà, dans les grandes lignes, les moyens que le Parti dut préconiser pour vaincre les difficultés, élever le niveau de notre travail d'organisation au niveau de la direction politique, et assurer ainsi l'application de la ligne du Parti.

Vous savez que c'est dans ce sens précisément que le Comité central de notre Parti a mené son travail d'organisation au cours de la période écoulée.

Le Comité central s'est inspiré en l'occurrence de cette pensée géniale de Lénine, que l'essentiel dans le travail d'organisation c'est le choix des hommes et le contrôle de l'exécution.

Je voudrais dire quelques mots sur le choix des hommes et la destitution de ceux qui ne se sont pas montrés à la hauteur de leur

tâche.

Outre les bureaucrates et les paperassiers incorrigibles, dont nous devons nous débarrasser — tout le monde est d'accord là dessus, — nous avons deux types de militants qui freinent, qui gênent notre travail et nous empêchent d'avancer.

Le premier type de ces militants, ce sont des gens qui ont rendu des services dans le passé, et qui maintenant tranchent du grand seigneur ; des gens qui estiment que les lois du Parti et de l'Etat soviétique ne sont pas faites pour eux, mais pour les imbéciles.

Ces gens-là ne se croient pas tenus d'exécuter les décisions du Parti et du gouvernement, et c'est ainsi qu'ils détruisent les bases de la discipline du Parti et de l'Etat soviétique.

Sur quoi comptent-ils en violant les lois du Parti et de l'Etat soviétique ? Ils espèrent que le pouvoir des Soviets n'osera pas les frapper en raison de leurs services passés.

Ces grands seigneurs présomptueux croient qu'ils sont irremplaçables et qu'ils peuvent, impunément, transgresser les décisions des organismes dirigeants. Comment agir avec ces militants ?

Il faut sans hésitation les relever de leurs postes de direction, sans égard pour leurs services passés. (Des voix : Très bien !) Il faut les rétrograder et l'annoncer dans la presse. (Des voix : Très bien !) Il faut le faire pour rabattre la morgue de ces bureaucrates présomptueux, grands seigneurs, et les remettre à leur place. Il le faut pour raffermir dans tout notre travail la discipline du Parti et de l'Etat soviétique. (Des voix: Très bien ! Applaudissements.)

Voyons maintenant le second type. Je veux parler des bavards, je pourrais dire des bavards honnêtes (rires), de ces gens honnêtes,

dévoués au pouvoir soviétique, mais qui sent incapables de diriger, incapables d'organiser quoi que ce soit. L'an dernier, j'ai eu un entretien avec un de ces camarades, un camarade très estimable mais un incorrigible bavard, capable de noyer dans son verbiage toute affaire vivante. Le voici, cet entretien :

Moi. — Où en sont les semailles, chez vous ?

Lui. — Les semailles, camarade Staline ? Nous nous sommes mobilisés. (Rires.)

Moi. — Et alors ?

Lui. — Nous avons posé la question de front. (Rires.)

Moi. — Et après ?

Lui — Il y a un revirement, camarade Staline ; il y aura bientôt un revirement. (Rires.)

Moi. — Oui, mais encore ?

Lui. — Des progrès se dessinent chez nous. (Rires.)

Moi. — Bon. Mais, quand même, comment marchent les semailles ?

Lui. — En fait de semailles, camarade Staline, rien ne marche pour l'instant. (Rire général.)

Voilà le portrait du bavard. Ils se sont mobilisés, ils ont posé la question de front, il y a un revirement et des progrès, mais les choses restent au point mort.

C'est exactement ainsi qu'un ouvrier ukrainien caractérisait, il y a peu de temps, l'état d'une organisation. Interrogé sur la ligne de cette organisation, il répondit : «La ligne, ma foi... la ligne existe évidemment, mais on ne voit pas le travail». (Rire général.) Il est certain que cette organisation a, elle aussi, ses bavards honnêtes.

Et lorsqu'on relève ces bavards de leur poste et qu'on les éloigne du travail pratique, ils écartent les bras et s'étonnent : «Pourquoi nous renvoie-t-on ?

N'avons nous pas fait tout ce qu'il fallait pour que les choses marchent ? N'avons-nous pas réuni la conférence des travailleurs de choc, n'avons-nous pas proclamé à cette conférence les mots d'ordre du Parti et du gouvernement ? N'avons-nous pas élu tout le Bureau politique du Comité central à la présidence d'honneur ? (Rire général.) N'avons-nous pas envoyé des salutations au camarade Staline ? Que voulez-vous encore de nous ?» (Hilarité générale.)

Que faire de ces bavards incorrigibles ? Si nous les laissons au travail pratique, ils sont capables de noyer toute œuvre vivante dans un flot d'interminables et filandreux discours. Il est clair qu'il faut les relever des postes de direction et leur confier un autre travail, non opératif. Les bavards ne sont pas à leur place au travail opératif. (Des voix : Très bien ! Applaudissements.)

J'ai déjà dit brièvement comment le Comité central a guidé le choix des hommes dans les administrations soviétiques et les organisations économiques, et ce qu'il a fait pour renforcer le contrôle de l'exécution. Le camarade Kaganovitch apportera des détails sur ce sujet, au troisième point de l'ordre du jour de ce congrès.

Je voudrais dire quelques mots du travail à faire pour renforcer le contrôle de l'exécution.

La juste organisation du contrôle de l'exécution est d'une importance décisive dans la lutte contre les méthodes bureaucratiques et paperassières. Applique-t-on les décisions des organismes dirigeants ou bien sont-elles enfouies dans les tiroirs par les bureaucrates et les paperassiers ? Sont-elles appliquées correctement ou sont-elles déformées ?

L'appareil fonctionne-t-il honnêtement, d'une manière bolchevique, ou tourne-t-il à vide ? Tout cela, on ne peut le savoir à temps que par un contrôle bien organisé de l'exécution. Un contrôle de l'exécution

bien organisé est comme un projecteur qui permet à tout moment d'éclairer l'état du fonctionnement de l'appareil, de démasquer les bureaucrates et les paperassiers.

On peut dire avec certitude que les neuf dixièmes de nos lacunes et de nos insuffisances s'expliquent par la mauvaise organisation du contrôle de l'exécution. Il est évident qu'un contrôle de l'exécution bien organisé aurait, à coup sûr, empêché les lacunes et les insuffisances.

Mais pour que le contrôle de l'exécution atteigne son but, deux conditions au moins sont nécessaires : premièrement, que ce contrôle soit systématique, et non épisodique ; deuxièmement, qu'à tous les échelons des organisations du Parti, des administrations soviétiques et organisations économiques, il soit dirigé non par des hommes de deuxième plan, mais par des hommes jouissant d'une autorité suffisante, par les dirigeants de l'organisation eux-mêmes.

Une juste organisation du contrôle de l'exécution est de la plus grande importance pour les institutions dirigeantes centrales. La structure de l'Inspection ouvrière et paysanne ne peut satisfaire aux exigences d'un contrôle bien organisé de l'exécution.

Il y a quelques années, alors que notre travail économique était plus simple et moins satisfaisant, et que l'on pouvait considérer comme réalisable l'inspection du travail de tous les commissariats du peuple et de toutes les organisations économiques, l'Inspection ouvrière et paysanne était à sa place.

Mais maintenant que notre travail économique a grandi, est devenu plus complexe, et qu'il n'y a plus ni besoin, ni possibilité de le faire inspecter par un seul centre, l'Inspection ouvrière et paysanne doit être réorganisée. Ce qu'il nous faut maintenant, ce n'est pas inspecter, mais vérifier l'exécution des décisions du Centre, il nous faut un contrôle de l'exécution de ces décisions.

Ce qu'il nous faut maintenant, c'est une organisation qui, sans se donner comme but l'inspection universelle de tous et de toutes choses, puisse concentrer son attention sur le contrôle, la vérification de l'exécution des décisions des organismes centraux du pouvoir soviétique.

Cette organisation ne peut être que la Commission de contrôle soviétique près le Conseil des commissaires du peuple de l'U.R.S.S., fonctionnant sous les directives de ce dernier et ayant sur place des représentants indépendants des organismes locaux.

Mais pour qu'elle ait l'autorité suffisante et puisse, le cas échéant, faire répondre de sa conduite tout militant responsable, il faut que les candidats à la Commission de contrôle soviétique soient proposés par le congrès du Parti et confirmés par le Conseil des commissaires du peuple et par le Comité exécutif central de l'U.R.S.S. Je pense que seule une telle organisation pourrait renforcer le contrôle et la discipline soviétiques.

En ce qui concerne la Commission centrale de contrôle, elle a été créée, on le sait, avant tout et surtout pour prévenir une scission dans le Parti. Vous savez que le danger de scission a véritablement existé chez nous à un certain moment.

Vous savez que la Commission centrale de contrôle et ses organisations ont réussi à prévenir le danger de scission. Aujourd'hui, ce danger n'existe plus.

Par contre, nous avons absolument besoin d'une organisation qui puisse concentrer le maximum d'attention sur le contrôle de l'exécution des décisions du Parti et de son Comité central.

Cette organisation ne peut être que la Commission de contrôle du Parti près le Comité central du P.C. (b) de l'U.R.S.S., fonctionnant sous les directives du Parti et de son C.C. et ayant sur place des

représentants indépendants des organisations de base.

Il est évident qu'une organisation de cette importance doit jouir d'une grande autorité.

Mais pour qu'elle ait l'autorité suffisante et puisse faire répondre de sa conduite tout militant responsable en faute, y compris les membres du Comité central, il faut que seul l'organisme suprême du Parti — le congrès — puisse élire et révoquer les membres de cette commission.

Nul doute que cette organisation ne soit vraiment capable d'assurer le contrôle de l'exécution des décisions des organismes centraux du Parti, et de renforcer la discipline du Parti.

Voilà ce qu'il en est des problèmes de la direction en matière d'organisation.

Nos tâches quant au travail d'organisation sont les suivantes :

1. Continuer à adapter notre travail d'organisation aux nécessités de la ligne politique du Parti ;
2. Elever la direction en matière d'organisation au niveau de la direction politique ;
3. Faire en sorte que la direction, en matière d'organisation, assure pleinement l'application des mots d'ordre politiques et des décisions du Parti.

Je termine mon rapport, camarades.

Quelles conclusions faut-il en tirer ?

Tous reconnaissent aujourd'hui que nos succès sont considérables, extraordinaires. En un délai relativement court, le pays est entré

dans la voie de l'industrialisation et de la collectivisation. Le premier plan quinquennal a été exécuté avec succès.

Cela fait naître chez nos militants un sentiment de fierté et raffermi la confiance qu'ils ont en leurs propres forces. C'est bien, évidemment. Mais parfois les succès ont aussi leur côté négatif. Les succès engendrent parfois certains dangers qui, si on les laisse se développer, peuvent tout déranger.

Par exemple, il y a danger que ces succès donnent le vertige à certains de nos camarades. Cela s'est vu chez nous, comme vous le savez.

Il y a danger que certains de nos camarades, grisés de succès, tombent définitivement dans la présomption et commencent à se bercer de chansons vaniteuses, dans le genre de celle-ci : «Il n'est pas jusqu'à la mer que nous ne puissions boire», ou «Nous pouvons avaler n'importe qui en quatre bouchées», etc. Cela n'est pas du tout exclu, camarades.

Rien de plus dangereux qu'un pareil état d'esprit, car il désarme le Parti et démobilise ses rangs. Si cet état d'esprit l'emporte dans notre Parti, nous pouvons nous trouver devant la menace de voir crouler tous nos succès.

Evidemment, nous avons réalisé avec succès le premier plan quinquennal. C'est vrai. Mais les choses ne s'arrêtent pas et ne peuvent s'arrêter là, camarades. Le deuxième plan quinquennal est là, il faut aussi l'exécuter et avec succès.

Vous savez qu'on exécute les plans en luttant contre les difficultés, en les surmontant.

C'est donc qu'il y aura des difficultés et qu'il y aura aussi lutte contre elles. Les camarades Molotov et Kouibychev vous parleront du

deuxième plan quinquennal. Vous verrez, par leurs rapports, quelles grandes difficultés nous aurons à surmonter pour exécuter ce plan grandiose.

Cela veut dire qu'il faut non pas bercer le Parti, mais développer sa vigilance; non pas l'endormir, mais le tenir prêt au combat ; non pas le désarmer, mais l'armer ; non pas le démobiliser, mais le tenir sur le pied de mobilisation pour réaliser le deuxième plan quinquennal.

D'où une première conclusion : ne pas se laisser griser par les succès remportés et ne pas tomber dans la présomption.

Nous avons obtenu des succès parce que nous avons une juste ligne directrice du Parti, et que nous avons su organiser les masses pour appliquer cette ligne. Inutile de dire que sans ces conditions nous n'aurions pas remporté les succès que nous enregistrons aujourd'hui, et dont nous Sommes fiers à bon droit.

Mais avoir une ligne juste et savoir l'appliquer est une chose très rare dans la vie des partis dirigeants.

Voyez les autres pays : trouverez-vous beaucoup de partis dirigeants qui aient une ligne juste et qui l'appliquent ? A vrai dire, de tels partis n'existent pas au monde, car ils vivent tous sans perspectives, ils se perdent dans le chaos de la crise et ne voient pas le chemin qui pourrait les mener hors du borbier.

Seul notre Parti sait où mener les choses, et il les mène victorieusement en avant.

A quoi notre Parti doit-il cet avantage ? A ceci qu'il est un parti marxiste, un parti léniniste. Il le doit à la doctrine de Marx, Engels, Lénine, dont il s'inspire dans son travail. Il est hors de doute que, aussi longtemps que nous resterons fidèles à cette doctrine, que nous saurons manier cette boussole, nous enregistrons des succès dans

notre travail.

On dit que le marxisme est déjà anéanti dans certains pays d'Occident. On dit qu'il l'a été par le courant nationaliste bourgeois, qu'on appelle fascisme.

Ce sont là évidemment des sottises. Ne peuvent parler ainsi que des gens qui ignorent l'histoire. Le marxisme est l'expression scientifique des intérêts vitaux de la classe ouvrière.

Pour anéantir le marxisme il faut anéantir la classe ouvrière.

Or, il est impossible d'anéantir la classe ouvrière. Il y a plus de 80 ans que le marxisme est entré en scène. Depuis lors des dizaines et des centaines de gouvernements bourgeois ont essayé d'anéantir le marxisme.

Eh bien ? Des gouvernements bourgeois sont venus et sont partis, mais le marxisme est resté. (Rafale d'applaudissements.)

Bien plus, le marxisme a remporté une victoire complète sur un sixième du globe, et justement dans un pays où le marxisme était considéré comme définitivement anéanti. (Vifs applaudissements.)

Il ne faut pas considérer comme un hasard que le pays où le marxisme a remporté une victoire complète, est aujourd'hui le seul pays au monde qui ne connaisse ni crise, ni chômage, alors que dans tous les autres pays, y compris les pays fascistes, la crise et le chômage règnent depuis déjà quatre ans. Non, camarades, ce n'est pas un hasard. (Applaudissements prolongés.)

Oui, camarades, nous enregistrons des succès parce que nous avons travaillé et lutté sous le drapeau de Marx, Engels, Lénine.

D'où cette deuxième conclusion : être fidèles jusqu'au bout au grand

drapeau de Marx, Engels, Lénine. (Applaudissements.)

La classe ouvrière de l'U.R.S.S. est forte non seulement parce qu'elle possède un parti léniniste éprouvé dans les combats.

Elle est forte non seulement parce qu'elle a l'appui de millions de paysans travailleurs. Elle est forte encore, parce qu'elle est soutenue, aidée par le prolétariat mondial.

La classe ouvrière de l'U.R.S.S. est une partie du prolétariat mondial, elle est son détachement d'avant-garde, et notre République est fille du prolétariat mondial.

Il est hors de doute que, si elle n'avait pas été soutenue par la classe ouvrière des pays capitalistes, elle n'aurait pu garder le pouvoir, elle n'aurait pas assuré les conditions nécessaires à l'édification socialiste; par conséquent, elle n'aurait pas enregistré les succès d'aujourd'hui.

Les liens internationaux de la classe ouvrière de l'U.R.S.S. avec les ouvriers des pays capitalistes, l'union fraternelle des ouvriers de l'Union soviétique avec les ouvriers de tous les pays, voilà une des pierres angulaires de la force, de la puissance de la République des Soviets.

Les ouvriers d'Occident disent que la classe ouvrière de l'U.R.S.S. est la brigade de choc du prolétariat mondial. C'est très bien. Cela veut dire que le prolétariat mondial est prêt à soutenir, comme par le passé, la classe ouvrière de l'U.R.S.S., dans la mesure de ses forces et possibilités.

Mais cela nous impose de sérieuses obligations. C'est dire que nous devons justifier par notre travail le titre d'honneur de brigade de choc des prolétaires de tous les pays. Cela nous oblige à mieux travailler, à mieux lutter pour la victoire définitive du (Socialisme

dans notre pays, pour la victoire du socialisme dans tous les pays.

D'où cette troisième conclusion: être fidèles jusqu'au bout à la cause de l'internationalisme prolétarien, à la cause de l'union fraternelle des prolétaires de tous les pays. (Applaudissements.)

Telles sont les conclusions.

Vive le grand et invincible drapeau de Marx, Engels, Lénine !
(Longs et vifs applaudissements de toute la salle. Le congrès fait une ovation au camarade Staline. On chante l'Internationale. Après quoi, l'ovation reprend avec une force renouvelée. Cris : «Hourra à Staline ! Vive Staline ! Vive le Comité central du Parti !»)

EN GUISE DE DISCOURS DE CONCLUSION

Camarades, on peut dire que les débats du congrès ont montré la complète unité de conception de nos dirigeants du Parti dans toutes les questions de la politique du Parti.

Il n'a été fait, comme vous le savez, aucune objection au rapport. Une parfaite cohésion, tant au point de vue idéologique et politique, qu'au point de vue de l'organisation, s'est donc manifestée dans les rangs de notre Parti. (Applaudissements.)

Je me demande si un discours de conclusion est bien nécessaire après cela ? Je pense que non. Permettez-moi alors d'y renoncer.
(Ovation enthousiaste. Toute l'assistance se lève. Les hourras éclatent en tonnerre. Acclamations scandées en chœur : «Vive Staline !» L'assistance debout chante l'Internationale. Après quoi l'ovation reprend. Cris : «Hourra ! Vive Staline ! Vive le Comité central !»)